

Horizons et débats

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«L'humanité ne peut réussir que comme un tout»

Entretien avec l'évêque de Ratisbonne Gerhard L. Müller sur la dignité humaine, le bien commun, la justice sociale, la paix, l'égalité des cultures et la responsabilité collective des hommes

Horizons et débats: Monseigneur, vous avez, en collaboration avec le fondateur sud-américain de la théologie de la libération Gustavo Gutierrez, publié un livre intitulé «An der Seite der Armen» («Aux côtés des pauvres») qui va bien au-delà d'une interrogation purement théologique et aborde des questions humaines fondamentales comme la justice sociale et la conception du monde et de l'homme qui en constitue la base. Qu'est-ce qui vous a incité à écrire cet ouvrage à la fois très théologique, très politique et très compassionnel qui, de surcroît, attire notre attention sur une partie du monde, l'Amérique du Sud, dont les habitants devraient trouver chez nous en Europe plus de considération.

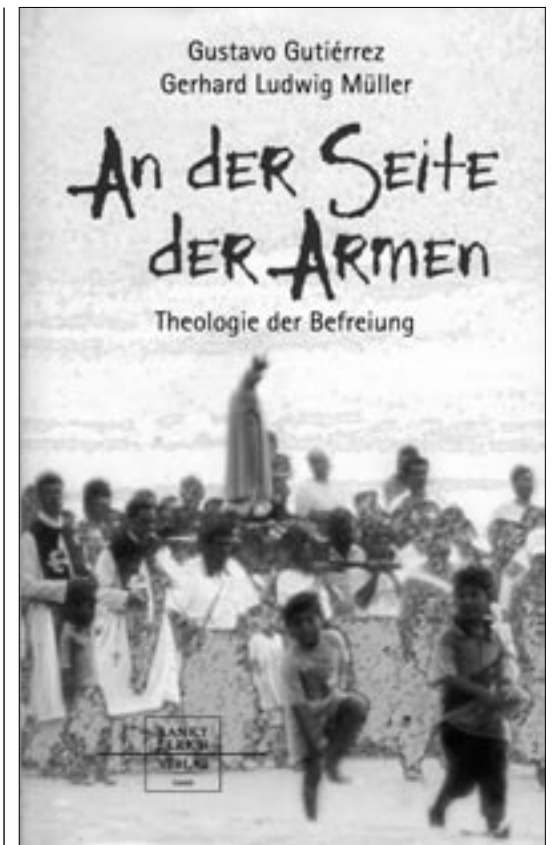
G. L. Müller: Je suis originaire d'Europe, d'Allemagne, où je ne m'intéressais pas particulièrement à l'Amérique du Sud. Mais comme je suis de Mayence, l'évêque Emmanuel von Ketteler m'avait fait connaître la doctrine sociale de l'Église, si bien que le catholicisme social m'était devenu familier, certes dans une optique européenne. Et j'avais lu divers livres sur les autres continents, dont l'Amérique du Sud. Quand, en tant que professeur, on passe ses vacances universitaires

en Amérique du Sud, on apprend à connaître les hommes directement et pas seulement des statistiques sur les situations sociales et économiques difficiles. Les statistiques peuvent être très utiles, mais elles ne remplacent pas les situations concrètes dans lesquelles on a devant soi non des chiffres ou des images mais des individus vivants que l'on connaît personnellement. C'est pourquoi notre ouvrage n'aborde pas simplement des questions théoriques et théologiques mais repose sur un échange vivant avec le plus important représentant de la théologie de la libération, Gustavo Gutierrez. Il n'a pas seulement écrit un ouvrage fondamental sur la théologie de la libération. Il a également rédigé des articles et des exposés. Je voudrais attirer l'attention sur sa biographie de *Bartholome de las Casas*. Il s'agit de l'ouvrage le plus important sur cette grande figure de la mission chrétienne des premiers temps du colonialisme. Ce qui caractérise Gustavo Gutierrez, c'est avant tout le fait qu'il parle vraiment des pauvres parce qu'il vit avec eux et est issu de leur milieu. Nos expériences communes et nos relations personnelles ont permis la rencontre de son horizon avec le mien qui est celui d'un théologien européen.

Qu'avez-vous fait lors de vos séjours en Amérique du Sud?

J'ai non seulement fait des conférences mais également vécu avec les *campesinos* dans leurs villages et dans les bidonvilles et j'ai constaté leur détresse. C'est un aspect que ne transmettent pas les médias. On se rend compte par tous ses sens de l'horreur de la situation. La dignité humaine n'y est pas respectée, laquelle se fonde pour nous autres chrétiens sur le fait que l'homme est à l'image de Dieu et ne représente pas seulement une partie des conceptions de la philosophie des Lumières. Elle est transcendante et repose sur l'amour de Dieu pour les hommes. Nous sommes persuadés que le visage de chaque homme reflète l'amour de Dieu et que la dignité de l'homme concerne non seulement sa nature spirituelle mais sa nature physique et ses relations sociales. Et cela se manifeste également dans ce que nous autres chrétiens appelons la rédemption par le Christ: elle concerne l'homme tout entier. Le fait que le Christ arrache les racines de cette situation misérable est aussi un élément de la rédemption. *Que les hommes doivent vivre dans de*

Suite page 2



ISBN 3-936484-40-6

L'ONU doit se préoccuper des violations des droits de l'homme en Irak

Lettre à Louise Arbour, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Mme Louise Arbour
Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse

Müllheim/New York, le 20 juin 2007

Madame la Haut-Commissaire,
En tant qu'anciens coordinateurs humanitaires de l'ONU en Irak, nous vous prions par la présente de bien vouloir réagir face à l'impression très répandue que l'ONU ne remplit pas son mandat de défense des droits de l'homme en Irak.

Nous sommes encouragés à le faire par de nombreuses personnes inquiètes qu'il n'y ait plus de rapporteur pour les droits de l'homme en Irak depuis plusieurs années. La mission de M. Andreas Mavromatis n'a pas été reconduite par la Commission des droits de l'homme de l'ONU après qu'il eut remis son rapport le 19 mars 2004. Ni la Commission / le Conseil des droits de l'homme ni le Conseil de sécurité n'ont jugé nécessaire d'inscrire à leurs ordres du jour la question des droits de l'homme en Irak. Les rapports de l'UNAMI [Mission d'assistance en Irak], si importants soient-ils, ne peuvent pas être considérés comme un accomplissement suffisant du mandat de l'ONU concernant les droits humains. L'Irak, nous en sommes témoins chaque jour, est un pays où les violations des droits de l'homme, commises par les Irakiens comme par les étrangers, sont nombreuses.

En réalité, l'histoire de la surveillance par les Nations Unies du respect des droits de l'homme révèle beaucoup de négligence et un grave déséquilibre. Pendant les années des sanctions (1990-2003), le mandat des Nations Unies consistait en

une évaluation partielle injustifiable de la situation des droits de l'homme en Irak. Max van der Stoep – ce n'est pas à son honneur – a souscrit sans objections au mandat partiel: il s'est limité aux allégations de violations des droits de l'homme perpétrées par le gouvernement irakien.

Andreas Mavromatis a eu le courage de protester et de souligner que les politiques de sanctions internationales étaient une cause de violations des droits de l'homme à l'encontre de la population irakienne.

M. Marc Bossuyt, actuellement juge à la Cour constitutionnelle de Belgique a, en juin 2000, fait part à la Commission des droits de l'homme de l'ONU de sa profonde inquiétude quant à la légalité de la politique de sanctions du Conseil de sécurité: «Le régime de sanctions contre l'Irak est incontestablement illégal au regard du droit international humanitaire en vigueur et des droits de l'homme.» (E/CN.4/Sub.2/2000/33 refers). A l'époque, ni le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ni d'autres organes de l'ONU n'ont réagi à ces remarques importantes.

C'est à contrecœur et tardivement que votre prédécesseur a pris une position critique mais prudente sur le rôle de l'ONU en Irak. Ni la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ni le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme ni la Vice-secrétaire générale de l'ONU Louise Frechette qui était présidente de l'*Iraq Policy Group* à New York n'ont assumé leurs responsabilités.

Comme vous le savez sans doute, nous avons décidé de démissionner de nos fonctions de coordinateurs humanitaires de l'ONU parce que nous ne pouvions plus admettre que «notre» organi-

sation accepte une politique de sanctions intransigeante et intéressée qui punissait d'abord et avant tout des innocents. Les immenses dommages qu'une mauvaise politique irakienne a causés au peuple irakien sont beaucoup mieux connus aujourd'hui qu'à l'époque mais cette connaissance est beaucoup moins due aux sources – limitées – de l'ONU qu'aux enquêtes de la société civile. En tant qu'anciens fonctionnaires de l'ONU, nous trouvons cela très troublant.

Nous nous adressons à vous car nous sommes très inquiets de ce qu'à ce jour ni le Conseil de sécurité ni le Conseil des droits de l'homme ne se soient sentis tenus d'assumer leurs responsabilités et de procéder à une évaluation de la situation des droits humains telle qu'elle a évolué durant les 13 années de sanctions. Il faut montrer le rôle que l'ONU a joué pendant cette période. Comme les infrastructures civiles sont toujours détruites, ce qui relève d'une négligence criminelle de la part des forces d'occupation, les effets des sanctions se font encore sentir. Aussi sommes-nous préoccupés par le fait que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés n'ait pas lancé un débat sur les épouvantables violations des droits humains en Irak sous l'occupation.

Nous considérons que l'opinion a tout à fait le droit d'attendre à la fois une évaluation et un débat. Ce serait également important pour la gestion future de crises comme celle que nous avons vécue personnellement en Irak.

Egalement important semble être le besoin de rassurer la communauté internationale du fait que sont responsables tous ceux qui ont joué un rôle dans la détermination du sort réservé à un peuple

et pas seulement un gouvernement en faillite.

Nous espérons qu'en tant que Haut-Commissaire aux droits de l'homme et que personne qui avez pris des positions courageuses sur l'Irak et d'autres questions concernant les droits de l'homme, vous allez faire pression à la fois sur le Conseil des droits de l'homme et sur le Conseil de sécurité afin qu'ils inscrivent la situation des droits de l'homme en Irak à l'ordre du jour des différents organes onusiens concernés. Le fait que peut-être un million d'Irakiens innocents sont morts depuis l'invasion, que quatre millions ou plus sont devenus des réfugiés ou des personnes déplacées dans leur propre pays, que toutes les infrastructures socio-économiques se sont effondrées et que toute une nation a été traumatisée semble une bonne raison pour que l'ONU intervienne de toute urgence.

Une prise de position de votre part sur ce qui se passe en Irak aurait sans aucun doute un impact politique important et rassurerait tous ceux qui, dans le monde entier, comptent sur vous pour faire respecter la suprématie des droits humains pour tous les hommes.

Tout en vous souhaitant de réussir dans votre mission importante, nous vous prions de croire, Madame la Haut-Commissaire, à l'expression de nos sentiments respectueux.

Hans von Sponeck, Denis J. Halliday

Hans von Sponeck (coordinateur humanitaire pour l'Irak de 1998 à 2000)

Denis J. Halliday (coordinateur humanitaire pour l'Irak de 1997 à 1998)

«L'humanité ne peut réussir...»

suite de la page 1

telles conditions est un péché de ceux qui ne font rien pour lutter contre cette misère.

S'agit-il donc là de plus que d'une analyse économique de la misère sociale?

Certains pensent que ce n'est que le résultat de mauvaises politiques économiques. C'est vrai, mais il y a des causes plus profondes qu'il faut identifier: le fait que le péché soit également dirigé contre Dieu et que, par conséquent, les hommes deviennent égoïstes, restent peu sensibles et ne songent qu'à leurs in-

«Dans certains pays, groupements, domaines, voire dans les familles, il convient de restaurer le respect de la dignité de l'homme et du bien commun»

térêts. *On néglige l'essentiel, c'est-à-dire la dignité de l'homme.*

Que signifie respecter la dignité de l'homme dans la vie sociale?

Du point de vue social, la dignité de l'homme, c'est le bien commun. Au fond, les politiciens et les responsables économiques devraient le respecter. Dans de nombreux pays sans tradition démocratique, on pratique le clientélisme. Il existe aussi ici ou là en Europe. L'Etat ou l'empire économique deviennent alors des instruments d'exploitation. La politique, l'économie et les médias se préoccupent relativement peu du bien commun. On préfère maintenir son pouvoir et satisfaire sa soif de profits. Aussi est-il important qu'il y ait de nombreuses personnes dans le monde qui, sans songer aux avantages ou aux inconvénients pour eux-mêmes, disent ceci: dans certains pays, groupements, domaines, voire dans les familles, il convient de restaurer le respect de la dignité de l'homme et du bien commun sous peine de voir le monde s'en aller à vau-l'eau. On voit ce qui se passe en Iran et en Irak où d'autres Etats pratiquent une politique expansionniste. Mais la politique de l'Inde et du Pakistan est également une folie: on développe des bombes nucléaires alors qu'on ne peut pas nourrir la population. La culture, l'éducation, une vie digne et la participation aux affaires publiques, à la politique et à la vie spirituelle sont impossibles. Ce sont là autant de conséquences du non-respect de la dignité humaine.

Et chez nous en Europe?

Certes, notre tradition européenne repose sur l'idée que nous sommes éclairés et responsables mais nous interprétons les droits de l'homme de manière tendancieuse, en ne les rapportant qu'à l'individu. Or l'homme n'est pas qu'un individu: il vit avec ses parents, ses frères et sœurs, il a des camarades de classe, des collègues de travail, il a des voisins là où il habite, si bien que l'individuel et le social s'interpénètrent et se conditionnent mutuellement. Lorsque l'on empêche l'individu de s'engager et de s'épanouir socialement ou, tout simplement, de gagner sa vie par son travail, on s'attaque à sa dignité. Il y a des dictateurs qui, pendant les premières années, essaient de se rendre populaires en jetant au peuple quelques ducats ou de la nourriture. Mais cela ne contribue pas au développement parce que cela rend les hommes dépendants des caprices de leurs dirigeants.

Cette dépendance explique-t-elle à votre avis le silence de l'Europe, des pays d'Europe face aux nombreuses guerres qui sévissent dans le monde, en Palestine, en Afrique, en Irak ou au Pakistan?

On ne peut pas opposer catégoriquement des gouvernants qui auraient tout faux et des peuples qui auraient une vision correcte des choses. Il y a toujours des interactions. Dans les Etats démocratiques, les gouvernants doivent constamment veiller à être réélus. C'est pourquoi la léthargie, l'indifférence de la population à l'égard des crises d'Afrique et d'Amérique du Sud se répercute sur les politiques.

Peut-être que l'Europe s'est lassée après les guerres et les dictatures effroyables dont elle a souffert au XX^e siècle, si bien qu'elle veut jouir de la prospérité et ne se demande pas

pourquoi la situation est tellement meilleure qu'ailleurs. Sinon, elle risquerait de constater qu'elle devrait réduire son niveau de vie pour améliorer celui des autres.

Je crois que c'est difficile à faire comprendre mais qu'il n'y a pas d'alternative. En effet, quiconque voit un peu plus loin que le bout de son nez sait que l'humanité ne peut réussir que comme un tout. Les problèmes non résolus d'un pays ont des répercussions sur la Terre entière et n'épargneront pas l'Europe. Et on ne peut pas les résoudre par la force des armes. Les Etats européens ont la possibilité d'agir militairement et politiquement mais cela n'attaque pas le mal à la racine: *c'est une question d'attitude morale.*

Qu'entendez-vous par là?

Sans faire appel aux ressources morales, on ne pourra certainement pas résoudre les grands problèmes de l'humanité au niveau politique ou économique. Mais nous pouvons montrer la bonne voie, celle du progrès et non celle de la régression qui mène à l'abîme. C'est un défi qui nous sera posé jusqu'au jour du Jugement dernier.

C'est une illusion, qui est souvent paralysante, de penser pouvoir améliorer le monde par un acte de force ou un appel unique. Le Christ a dit: Vous aurez toujours des pauvres parmi vous. Cela veut dire que le problème se pose à toutes les générations, qu'il en sera toujours ainsi.

Nous devons faire en sorte que les contrastes ne soient pas tels qu'il ne nous reste plus que le choix entre nous précipiter dans le fossé de droite ou celui de gauche. Nous devons élargir la plate-forme, le centre, de manière à ce qu'il soit solide, que l'on définisse les objectifs d'une politique mondiale à laquelle tous puissent participer.

Nous avons *le principe fondamental des droits de l'homme* selon lequel tous les hommes ont également le droit de profiter des ressources de la Terre, même si elles sont inégalement réparties.

«Avec le budget militaire des Etats-Unis, on pourrait redresser économiquement toute l'Amérique du Sud. Ce serait la meilleure manière de servir la paix.»

Comment le principe d'égalité de tous hommes peut-il influencer la politique quotidienne? Il est inquiétant de voir que chez nous en Occident il y a de nouveau des forces politiques qui agissent en pensant que les Africains, les Américains du Sud et les Asiatiques valent moins que nous. L'Eglise catholique, en tant qu'Eglise mondiale, défend le principe de l'égalité des hommes. Comment peut-elle faire entendre sa voix à propos de ce fondement de la vie en société?

Les notions de sous-homme et d'homme supérieur, dominateur, de surhomme remontent au national-socialisme, mais il faut savoir que le national-socialisme n'est pas une idéologie sortie de rien. La conception de la vie qu'elle suppose va bien au-delà de ce mouvement politico-idéologique. Auparavant, la théorie raciste fut déterminante. Le darwinisme social relève du néo-paganisme. L'homme n'est plus conçu par rapport à Dieu. Or l'homme, en tant que créature, est doté d'une dignité inaliénable qui ne se définit pas selon des facteurs extérieurs comme l'appartenance ethnique ou nationale. Lors de la fête de la Pentecôte, les actions divines ont été annoncées dans toutes les langues, sans gommer les différences. Il était clair que tous les hommes sont les concitoyens de Dieu. C'est pourquoi la mission de l'Eglise catholique est si importante dans le monde d'aujourd'hui. Il n'y a pas d'«étrangers» dans la famille unique de Dieu. L'Eglise a ici un effet prophétique car elle aborde les questions positives au-delà des limites de l'Eglise, les rassemble dans une dynamique de développement mondial: paix, construction et rapprochement entre les hommes.

De nombreux évêques ont publié une déclaration à propos du sommet du G-8 de Heiligendamm dans laquelle ils s'élèvent notamment contre le fait qu'on dépense presque un billion de dollars pour l'armement et seule-

ment 75 milliards pour l'aide au développement dans le monde.

Justement, il s'agit de savoir comment on peut organiser la globalisation dans l'intérêt de l'humanité. Personne ne peut échapper à l'échange mondial des informations et des produits mais on peut en faire un usage positif car les moyens techniques actuels nous permettent de vaincre la faim. Lorsqu'une famine sévit quelque part à la suite de mauvaises récoltes, d'inondations, etc., l'humanité est prête à prévenir le pire.

On peut également faire en sorte de relever les standards de formation pour les différentes professions dans le monde entier. L'aide au développement ne consiste pas seulement à donner à manger à ceux qui ont faim mais à relever les standards de formation de manière que les hommes soient en mesure de se débrouiller tout seuls.

Le fait que l'adulte puisse, s'il est en bonne santé, gagner sa vie lui-même fait également partie de la dignité humaine. L'homme doit savoir que son travail constitue une contribution positive. C'est aussi une question d'amour-propre. C'est pourquoi votre critique est justifiée. Avec le budget militaire des Etats-Unis, on pourrait redresser économiquement toute l'Amérique du Sud. Ce serait la meilleure manière de servir la paix.

On ne pourra certainement pas créer un monde sans armes parce que le mal existe. C'est la raison pour laquelle on ne peut pas renoncer non plus à la police. Dans un Etat, il y a toujours une certaine proportion de personnes qui font du mal à autrui. C'est pourquoi l'Etat doit toujours disposer de certaines forces qui le protègent contre les dangers venant de l'intérieur et de l'extérieur.

Et il y a des Etats où la population tout entière est prise en otage comme ce fut le cas chez nous en Allemagne de 1933 à 1945 où Hitler et les nazis ont instrumentalisé un peuple économiquement et culturellement puissant dans le sens de son idéologie et de sa politique expansionniste.

A cela s'ajoute le problème posé par la fanatisation d'une population qui se sent exploitée et rabaisée par l'Occident. Que peut-on faire ici pour éviter que ces sentiments n'engendrent pas de violences collectives?

Et il faut également se demander quelles sont les causes des conflits. Ils sont en partie fomentés depuis l'étranger, également les conflits interethniques. Aucun pays, pas même les Etats-Unis, n'a le droit d'imposer des guerres interminables à d'autres pays. Mais comment faire en sorte que les hommes développent la volonté politique de mettre un terme à ces guerres? Que faut-il faire pour que l'individu n'attende pas que les autres agissent, que chacun reconnaisse que lui aussi est responsable de la paix?

Tout d'abord, il s'agit de ne pas riposter avec les mêmes moyens que l'adversaire. Cela répond à la logique profonde du principe selon lequel on tend l'autre joue si l'on vous frappe. C'est une métaphore qui signifie que si l'on me bat ou me fait du tort et que je réplique par les mêmes moyens, je déclenche une spirale de la violence que personne ne pourra arrêter. Naturellement, répondre à la violence par la non-violence suppose une attitude profondément éthique et religieuse.

Lorsqu'un individu a grandi, en tant qu'enfant-soldat, dans la logique de la violence et de la contre-violence, je pense qu'il est très difficile de modifier son attitude. La violence est quotidienne. Elle est souvent le seul moyen de survie. Peut-être que des religieuses peuvent avoir une influence. Elles vivent avec ceux qui souffrent et leur offrent un espoir et une vie sans violence. Elles leur

«Or c'est une belle chose que d'apprendre à connaître personnellement les gens d'autres cultures, d'apprécier la spécificité de ces dernières, de reconnaître qu'elles ont autant de valeur que la nôtre. On est amené à relativiser quelque peu sa propre culture sans pour autant l'abandonner.»



Evêque de Ratisbonne Gerhard L. Müller.
(photo mad)

montrent également qu'on les accepte et qu'on les aide. Cela change les choses.

Dans votre livre, vous avez fait un thème central de l'idée importante qu'il faut apprendre des autres cultures. Vous avez fait essentiellement référence à l'Amérique latine et écrit que les cultures indigènes ont beaucoup de choses à offrir. Pouvez-vous développer cette idée?

Les cultures indigènes n'ont plus la pureté qu'elles avaient avant la colonisation et l'impérialisme du XIX^e siècle. Mais nos cultures européennes ne sont plus dans l'état où elles étaient au XV^e siècle. En raison du progrès technique, le monde est devenu plus petit et, sur bien des points, plus uniforme. La diversité passe au second plan et la spécificité des pays disparaît. Il en résulte qu'on n'a plus de repères dans sa propre culture.

La rencontre avec d'autres cultures est très utile. Le contact avec la langue et la culture d'un autre pays constitue un enrichissement. La communication et l'échange intellectuel surmontent les frontières.

En littérature, dans la jurisprudence, dans le développement des Etats démocratiques, dans tous les domaines de la science et de l'art, les hommes ont laissé des témoignages impressionnants de leurs capacités intellectuelles. Les hommes peuvent se stimuler mutuellement à réaliser les plus grandes choses. La Pentecôte en est le modèle.

La tentative contraire en est la Tour de Babel: on voudrait conquérir le Ciel mais on ne se comprend plus les uns les autres. C'est la *pax babilonia, aegyptiaca, romana, sovietica* ou *americana*. Tout doit être pareil. Il faut supprimer la diversité. Cela conduit à une absence de culture, si bien que tout paraît si monotone, si désert parce qu'on a tout réduit à un dénominateur commun.

Or c'est une belle chose que d'apprendre à connaître personnellement les gens d'autres cultures, d'apprécier la spécificité de ces dernières, de reconnaître qu'elles ont autant de valeur que la nôtre. On est amené à relativiser quelque peu sa propre culture sans pour autant l'abandonner.

Quand on songe à la Création, au fait que Dieu est au-dessus de tout, qu'il est le Dieu et le père de chacun, une foi, un baptême, que nous sommes un esprit et un corps de l'Eglise, quand on a la foi dans le Christ, la vie en commun des hommes, leur collaboration devient possible.

Tous ne sont pas chrétiens et tous les chrétiens n'appartiennent pas à l'Eglise catholique, mais en dehors de cette foi, il existe toujours suffisamment d'éléments communs. On appelle cela le plan humanitaire, le droit naturel des hommes qui lui vient de Dieu. En outre, nous avons en commun la raison et lorsque l'on prend la peine d'apprendre d'autres langues, on a la possibilité de les utiliser pour nous faire comprendre, pour nous entendre. Nous découvrons notre responsabilité commune à l'égard de tous les hommes, de la Terre entière. Nous pouvons donc également, sans que cela soit ancré dans la foi chrétienne, formuler, au plan de la raison, des objectifs politiques et économiques communs ainsi que des valeurs et des principes communs. C'est la base de la vie sociale sur la Terre, une vie pacifique, équilibrée et axée sur la justice.

Nous vous remercions, de cet entretien •

Tant que les jalons de la paix ne seront pas vraiment posés ...

Le parti de la guerre mondiale doit capituler sans conditions

par Karl Müller, Allemagne

Essayons d'imaginer que les Nations Unies aient, après la Seconde Guerre mondiale, nommé *Heinrich Himmler* émissaire d'une entente germano-israélienne ... c'est inimaginable. Et pourtant, *Tony Blair*, le va-t-en-guerre ayant mené des guerres en violation du droit international au Moyen- et au Proche-Orient, et donc responsable de la mort de centaines de milliers de gens et de destructions effrayantes, lui qui devrait de ce fait se retrouver devant un tribunal pour criminels de guerre, vient d'être nommé émissaire du Quartette pour le Proche-Orient (ONU, Etats-Unis, Union européenne, Russie).

Ruprecht Polenz, politicien du parti démocrate-chrétien allemand (CDU), et président du comité des Affaires étrangères du Bundestag, estime qu'il serait contre-productif de critiquer cette nomination. Ce n'est pas l'avis de tout le monde. Selon le correspondant au Proche-Orient *Carsten Kühntopp* de la première chaîne de télévision allemande (ARD) on aurait laissé entrer, avec la nomination de Blair, «le loup dans la bergerie». (cf. encadré ci-dessous)

Mais qu'en est-il de cette magistrale gifle pour tous ceux qui s'engagent en faveur d'une véritable paix au Moyen-Orient et dans le monde? C'est tout simplement la manifestation du fait que les fauteurs de guerre veulent le conflit, aussi élargi que possible, pour soumettre le monde et s'approprier les richesses de cette terre.

On veut uniquement y apporter quelques retouches.

Le sénateur américain *Richard G. Lugar*, membre du parti républicain, celui du Président américain, a tenu un discours devant le Sénat dans lequel il critique la politique irakienne du président. (Communiqué de presse du 25 juin: Lugar, Senate Floor Speech, Calls for Course Change in Iraq. Connecting our Iraq Strategy to our Vital Interests – se trouve sur le site du sénateur <http://lugar.senate.gov>.) Selon lui, cette politique qu'il avait soutenu jusqu'alors n'est actuellement plus en accord avec l'intérêt national des Etats-Unis. Il n'alla

toutefois pas jusqu'à se détourner de la volonté de guerre générale des Etats-Unis – alors, à quoi servent de telles prises de position?

Le groupe parlementaire socialiste (SPD) du Bundestag s'est réuni le 4 juillet pour déterminer sa position dans le vote de septembre prochain, concernant la prolongation du mandat allemand pour la FIAS et l'Opératin «Enduring Freedom» en Afghanistan (OEF). Une semaine avant cette session, les journaux étaient pleins de commentaires à propos de doutes grandissants au sein du parti socialiste concernant cet engagement. Le politicien socialiste *Hans-Peter Bartels* avait estimé qu'«une majorité se dessinait au sein du parti pour retirer la centaine de membres des forces spéciales de l'armée allemande (KSK) du mandat de l'OEF». Si l'Allemagne renonce à cette «hypothèque», il serait plus facile pour la groupe parlementaire de prolonger le mandat de la FIAS, en automne prochain. Quelle est la valeur de cette prise de position?

Il semble que la pression monte quant à la politique allemande en Afghanistan. Dans une récente enquête, menée pour le magazine *Focus*, 61% des personnes interrogées se sont prononcées pour un retrait des soldats allemands de ce pays. Le président afghan *Karzai* lui-même, alors même qu'il a été mis en place par les Américains, a porté une critique acerbe contre la politique de guerre des forces d'occupation dans son pays: en particulier contre l'OEF et la FIAS qui se trouvent les deux sous le commande-



Des criminels de la «guerre totale»: Heinrich Himmler et Adolf Hitler ... Tony Blair et George W. Bush ... (photo Reuters)

ment d'une seule et même personne: le général américain *Dan K. McNeill*. Selon *Karzai*, il ne doit plus y avoir d'opérations militaires dans le pays sans une entente avec le Gouvernement afghan. Ce dernier est prêt à coopérer avec les Etats-Unis et l'OTAN, mais «cela ne veut pas dire que la vie des Afghans n'a pas de valeur».

Karzai a évoqué très concrètement des crimes commis par l'OTAN qui bombardent des villages sans égard pour les populations civiles. D'autres lourdes violations des droits de l'homme commises par les forces d'occupation sont à l'ordre du jour. Le magazine allemand *Focus* parle des méthodes de tortures courantes. Un exemple: Lors de l'interrogatoire de prisonniers, ils sont menacés d'être traînés, attachés à une voiture, par dessus des amas de pierre. Les troupes d'occupation auraient même maltraité des enfants.

Un tiers des parlementaires socialistes s'étaient élevés, en mars dernier, contre la direction du groupe parlementaire et contre la politique gouvernementale et avaient refusé de voter pour l'engagement des avions Tornados en Afghanistan. Le parti socialiste est encore plus sous pression du fait de la formation du nouveau parti «Die Linke», une fusion entre les anciennes formations politiques «PDS» et «WASG» (notamment des syndicalistes et socialistes opposés à la politique du parti socialiste). Ce parti gagne en confiance et selon les sondages il atteint actuellement 12% dans le pays entier. De plus, il gagne considérablement en adhérents. Cela tout particulièrement parce qu'il s'exprime de manière programmatique en faveur d'une politique de paix conséquente.

Par contre, le parti socialiste perd de plus en plus la confiance de ses électeurs, qui l'abandonnent en grand nombre. Pour une majorité d'Allemands, le parti socialiste ne représente plus les caractéristiques classiques de l'identité social-démocrate: c'est-à-dire pour la paix et la justice sociale; mais au contraire pour la participation à la guerre et le démentèlement des droits sociaux. Et il ne semble pas que le parti soit actuellement capable de changer de cap. On s'interroge sur le fait que le parti socialiste ne mette en question que l'engagement de l'OEF, alors que celui de la FIAS ne vaut pas mieux et que les deux sont étroitement liés. Cela d'autant plus que les 100 soldats de la KSK qui sont sous

le commandement de l'OEF, ne sont, selon les informations officielles, plus engagés depuis 2005.

De plus, le gouvernement allemand, dont fait partie le parti socialiste, ainsi que le ministre de la Défense *Jung*, ont annoncé qu'ils prolongeraient, en automne prochain, tous les engagements de guerre des soldats allemands en Afghanistan – troupes terrestres pour la FIAS, avions Tornados pour la FIAS et l'OEF, ainsi que des troupes terrestres et des unités de la marine pour l'OEF. Une «campagne d'information sur les succès de la reconstruction en Afghanistan» a été clamée si fortement qu'on peut d'ores et déjà supposer qu'on aura à faire à un déferlement de propagande mensongère.

Et pourtant: Le «débat» au sein du parti socialiste montre que le parti de la paix exerce une pression. Car la vérité se fait jour malgré la propagande et les tentatives de mise au pas par les médias. Depuis longtemps, les résultats des sondages (cf. supra) montrent clairement que la grande majorité des Allemands se prononce contre la guerre, y compris celle menée en Afghanistan.

Cependant, il faut renforcer la pression sur le parti de la guerre mondiale, sinon

ils risquent de nous tranquilliser par des retouches tactiques. *Les partisans de la paix doivent exiger la capitulation sans conditions du parti de la guerre.*

Cela demandera de la ténacité. Plus les crimes des bellicistes dans le monde seront grands, plus il faudra s'attendre à un flot de mensonges et à de perfides manœuvres de diversion. Le parti de la guerre n'a aucun scrupule.

Hitler et *Goebbels* n'avaient-ils pas mis en marche leur machine de propagande après la bataille de Stalingrad («Voulez-vous la guerre totale?») pour prolonger la guerre de deux ans et demi jusqu'à la «victoire finale», provoquant le malheur d'autres millions de gens? La guerre du Vietnam n'était-elle pas déjà perdue bien avant que les troupes américaines ne délaissent en 1973 un pays en ruines? Le parti de la guerre, notamment les criminels de guerre parmi eux, savent qu'au moment où les jalons de la paix seront posés, ils auront des comptes à rendre. Quant aux profiteurs de la guerre, ils ne se soucient pas des montagnes de cadavres laissées sur place. Ils ne manquent pas d'astuces pour tirer leur épingle du jeu.

Les moyens de destruction du parti de la guerre sont toujours terribles. Mais seulement aussi longtemps qu'il y a des gens qui se mettent au service du parti de la guerre et que d'autres se laissent prendre par les diversions destinées à les tromper pour les détourner de la réalité de la guerre.

L'Allemagne en a fait l'expérience: Une des missions principales du ministère de la Propagande du Reich fut de créer l'image d'un ennemi en couleur sombre, de distraire les gens de la guerre et de ne parler que de succès. Il en va de même aujourd'hui, le parti de la guerre allemand étant, de surcroît, encore plus perfide – d'une part, en répandant la peur contre le terrorisme, d'autre part par des informations claironnantes concernant *Angela Merkel* et sa politique, recourant encore à des statistiques enjolivées du marché du travail – et avec ce mensonge que tout se passe au nom du droit et de la liberté, de la prospérité et de la démocratie.

Le parti de la guerre mondiale n'a absolument pas renoncé à continuer la guerre et cache d'autres projets sinistres. *La nomination de Tony Blair en est un avertissement clair.*

Un homme qui a du sang sur les mains

Blair, Premier ministre belliciste, a été désigné émissaire du Quartette pour le Proche-Orient

Un commentaire de *Carsten Kühntopp*, correspondant au Proche-Orient de la chaîne de télévision allemande ARD

Amman 26/6/07. Il n'y a qu'un seul politicien qui jouit d'une plus mauvaise réputation que Tony Blair dans le monde arabe: le président des Etats-Unis. Dans cette partie du monde, personne ne comprend pourquoi c'est précisément Tony Blair qui a été élu comme émissaire pour le Proche-Orient. Car le bilan de sa politique est désastreux.

Sa plus grande débâcle s'appelle «Irak». A l'aide de mensonges et de demi-vérités, le Premier ministre britannique a mené son pays dans une guerre violant le droit international, une guerre, dans laquelle des centaines de milliers d'Irakiens ont trouvé la mort depuis mars 2003.

Chaque Arabe est conscient du fait que Blair a également le sang des hommes, femmes et enfants du Liban sur ses mains: en collaboration avec les Etats-Unis et l'Allemagne il a empêché, l'été passé, une fin rapide de la guerre afin qu'Israël ait l'occasion d'un coup anéantissant contre le Hezbollah; 1200 civils innocents ont péri.

Ce n'est pas seulement Blair, mais également ses futurs employeurs, le soi-disant Quartette, qui ont jusqu'à présent plus nuï que servi au Proche-Orient: il y a un an, après la victoire électorale du Hamas, ils ont donné leur approbation au boycott de l'administration autonome palestinienne. On a infligé des sanctions aux représentants élus d'un peuple sous occupation. Le résultat d'une telle politique peut être observé depuis des semaines dans la bande de Gaza. A propos, le monde arabe attend toujours en vain que des sanctions internationales similaires soient infligées

à Israël pour son occupation illégale des territoires arabes depuis 40 ans.

Ce qui se passe au sein du Quartette, à huis clos, a récemment été décrit par *Alvaro de Soto*. De *Soto*, un diplomate péruvien, a travaillé jusqu'à fin mai comme émissaire pour le Proche-Orient auprès des Nations-Unies. Dans son rapport final, il a décrit la manière dont des diplomates des Etats-Unis ont menacé de diminuer l'aide financière à l'ONU au cas où les Nations-Unies ne satisferaient pas les désirs des Etats-Unis au sein du Quartette. De *Soto* décrit en plus de quelle manière les Américains ont poussé à une confrontation armée entre le Fatah et le Hamas. Le représentant des Etats-Unis au sein du Quartette aurait déclaré lors d'une réunion au printemps à propos des échanges de coups de feu de plus en plus violents dans la bande de Gaza: «J'aime cette violence», car elle montre que d'autres Palestiniens s'opposent au Hamas.

De *Soto* a conseillé aux Nations-Unies de quitter le Quartette pour le Proche-Orient; la résistance des Etats-Unis contre toute tentative de ce groupe d'approcher de façon objective le conflit entre les Israéliens et les Palestiniens est sans précédent. En fait, c'est déjà la composition du Quartette qui en dit long: Pendant que les Etats-Unis, le plus proche allié d'Israël prend place à cette table, les Palestiniens n'ont aucun soutien dans cette commission.

Tony Blair en tant qu'émissaire pour le Proche-Orient – c'est le loup dans la bergerie. Mais vu la politique désastreuse du quartette, ça va ensemble.

(Traduction *Horizons et débats*)

Du matériel accablant concernant la torture et les guerres secrètes a disparu Le Gouvernement empêche-t-il le travail de la commission d'enquête sur le cas «Kurnaz»?

rl. Au soir du 25 juin, les émissions d'information ont rendu public qu'un robot de sauvegarde de données avait détruit tous les rapports secrets adressés au Gouvernement fédéral allemand au cours des années 1999 à 2003. Entre autres il s'agissait de rapports des services de renseignements allemands BND, des services de défense militaire MAD, des attachés militaires à l'étranger ainsi que d'informations des services secrets étrangers. Des informations venant des régions d'Afghanistan et du Kosovo étaient particulièrement concernées.

Le secrétaire à la Défense nationale, Peter Wichert a écrit au comité de la Défense nationale du Bundestag, le destinataire de ces

rapports, ce qui suit: «Après avoir classé les informations, le robot de sauvegarde des données a subi un défaut technique, suite auquel il a fallu le remplacer, fin 2004, par un appareil d'échange. Lors de la tentative de transférer les données sauvegardées sur le nouvel appareil, l'équipe technique (...) a constaté qu'une partie des cassettes à bobines n'étaient plus lisibles pour le robot de sauvegarde des données.» Et Wichert de continuer: «Suite aux directives en vigueur concernant le traitement d'informations secrètes, les cassettes illisibles ont été détruites le 4 juillet 2005.»

La perte des données concernerait «essentiellement les données relevées au cours des années 1999 à 2003, dans les régions d'engagement».

En novembre 2006 encore, Hans-Christian Ströbele, député écologiste au Bundestag, avait encore obtenu des renseignements concernant les domaines mentionnés. A l'époque, personne n'avait mentionné une perte de données. (cf. «Neue Presse» du 25 juin)

Des experts spécialisés dans le domaine de la sauvegarde de données ont exprimé leur incrédulité face à cette affaire. Ils ne croient pas à la possibilité que ces données aient pu disparaître. D'abord il est usuel de mettre en mémoire des données de manière multiple et ensuite il est possible de récupérer des données «perdues» dans presque tous les cas. Que s'était-il passé? (cf. «Süddeutsche Zeitung» du 26 juin)

Les documents «perdus» comprennent entre autres des données concernant le cas de Murat Kurnaz qui avait été déporté par l'armée américaine d'Afghanistan à Guantanamo et qui avait été torturé. Après les premières enquêtes, le soupçon s'est confirmé que Kurnaz avait été abandonné à son sort dans la prison de Guantanamo, et que l'actuel ministre des Affaires étrangères et chef de la chancellerie d'alors Frank-Walter Steinmeier le savait. Apparemment on craignait que l'entière dimension de la coopération illégale entre les «forces spéciales allemandes» KSK et l'armée des Etats-Unis en Afghanistan apparaisse au grand jour. C'est ainsi que les chefs des services secrets, August Hanning et Ernst Uhrlau, ainsi que Steinmeier personnellement ont dû déposer devant la commission d'enquête parlementaire.

Pendant plusieurs mois, le travail de cet organisme de contrôle parlementaire a été entravé: Des dossiers importants ont passé par des voies hiérarchiques avec une lenteur singulière jusqu'à ce qu'ils arrivent à la commission, des parties importantes manquaient ou des déclarations ont été refusées pour des raisons de sécurité. Il est plus qu'évident qu'il n'y avait aucun intérêt à éclairer les faits, mais une volonté d'empêcher leur éclaircissement. (cf. «Handelsblatt» du 2 mars)

Cette «perte de données» représente le point culminant de cet empêchement actif. Il est à peine possible de comprendre comment une telle «perte de données» ait pu avoir lieu sans supposer un acte arbitraire (cf. ci-dessous la plainte de l'avocat Fiand de Hambourg)

On peut réfléchir à haute voix sur les dessous de ce scandale: A-t-on fait disparaître les preuves d'affaires criminelles encore plus importantes? Le gouvernement allemand est-il encore beaucoup plus empêtré dans les bas-fonds de la torture exécutée par les milieux internationaux des militaires et des services secrets qu'on ne le pensait? Le gouvernement a-t-il dissimulé encore d'autres affaires illégales?

Le comportement que montrent actuellement les autorités soumises au gouvernement franchit le seuil qui fait la différence entre une démocratie et un état despotique. Ce n'est pas sans raison que les députés ont le devoir de contrôler le gouvernement. Et c'est ce qu'on empêche de toute évidence activement depuis un certain temps.

Plainte pour soupçon de suppression de documents

Au ministère public de Berlin
Mesdames, Messieurs,

je porte plainte pour soupçon de suppression de documents, selon l'art. 274 du code pénal, sollicitant le Ministère public de considérer ce qui suit:

Dans les colonnes du Spiegel online du 25 juin 2007, il a été publié ce qui suit:

Panne de données

La Bundeswehr a détruit les rapports secrets de ses interventions à l'étranger – l'avocat de M. Kurnaz en est préoccupé

Il s'agirait d'une perte de données explosive, à dimensions gigantesques: Selon les informations de l'ARD (chaîne de télévision allemande) la Bundeswehr aurait détruit la totalité des rapports secrets de quatre années d'interventions à l'étranger. Justification: une «panne technique». Des données importantes concernant le cas Kurnaz seraient aussi définitivement perdues.

Des données secrètes, issues d'interventions à l'étranger quatre ans durant – détruites, perdues, effacées à jamais? Selon une documentation diffusée par le magazine de l'ARD «Report Mainz», des rapports secrets de la Bundeswehr des années 1999 à 2003 ont été détruits, suite à une panne technique. Il s'agirait, selon cette source, des rapports de la BND (Bundesnachrichtendienst – services secrets allemands), des attachés militaires en place à l'étranger ainsi que d'informations issues de services secrets étrangers. Ces rapports aidaient la direction politique allemande à évaluer la situation dans les pays où la Bundeswehr est engagée, notamment le Kosovo et l'Afghanistan.

La Bundeswehr en Afghanistan: données perdues à jamais?

D'après les informations diffusées par l'ARD, le Ministère allemand de la Défense aurait avoué la grave panne devant le comité de Défense du Bundestag (parlement allemand). Un porte-parole du ministère a déclaré à l'agence de presse dpa (Deutsche Depeschagentur) que l'incident était sujet à des délibérations parlementaires en cours qui n'étaient publiques. La présidente de la fraction des Verts, Mme Claudia Roth, estime que le recours à une «panne technique» est une «explication grotesque» et a exigé du Ministère une information prompte et complète.

La panne concernerait aussi le cas de l'ancien détenu de Guantanamo, M. Murat Kurnaz, voilà ce qui ressort des informations issues du ministère de la Défense. Le magazine se base sur une lettre du secrétaire au Ministère de la Défense, M. Peter Wichert, datée du 12 juin.

L'avocat de M. Kurnaz, Me Bernhard Docke, suppose qu'éventuellement la Bundeswehr vient de se débarrasser de documents à charge. Il a déclaré à l'agence de presse dpa qu'il craignait des conséquences désavantageuses pour le procès en cours mené par le Ministère public de Tübingen enquêtant sur d'éventuels sévices perpétrés par des hommes du Kommando Spezialkräfte (KSK, Commando de troupes spéciales) sur son client. Fin mai, le Ministère public a arrêté ses enquêtes contre les soldats, mais Me Docke veut exiger une suite à cette affaire.

Kurnaz accuse deux soldats de la KSK de l'avoir brutalisé, au cours du mois de janvier 2002, dans un camp de prisonniers américain, à Kandahar (Afghanistan). C'est pourquoi, l'année passée, le comité de la Défense du Bundestag, s'est transformé en comité d'enquête pour pouvoir s'exprimer sur ces accusations, et a exigé par la suite d'avoir à sa disposition tous les rapports existants de la Bundeswehr couvrant la période d'intérêt à Kandahar.

Mais sans succès – car Wichert a écrit au comité de la Défense: «Après avoir classé les informations, le robot de sauvegarde des données a subi un défaut technique, suite auquel il a fallu le remplacer, fin 2004, par un appareil d'échange. Lors de la tentative de transférer les données sauvegardées sur le nouvel appareil, l'équipe technique (...) a constaté qu'une partie des cassettes à bobines n'étaient plus lisibles pour le robot de sauvegarde des données.» Aucune tentative pour retrouver l'accès aux données n'aurait abouti.

«Suite aux directives en vigueur concernant le traitement d'informations secrètes, les cassettes illisibles ont été détruites le 4 juillet 2005.» Selon la lettre citée, la perte des données concernerait «essentiellement les données relevées au cours des années 1999 à 2003, dans les régions d'engagement».

Au cours de ce printemps déjà, on a appris, suite à des informations provenant des délibérations du comité d'enquête qui s'était réuni en secret, que des documents concernant justement l'intervention des troupes KSK au début 2002 à Kandahar avaient apparemment disparu. Le 24 mai, le comité du Bundestag a rendu effective une décision concernant les documents à preuve, contraignant le Ministère de mettre à disposition les documents sollicités.

Cette information, dont la fiabilité n'est mise en doute par personne, donne à soupçonner que les dates mentionnées n'ont pas disparu suite à un défaut technique mais plutôt que ceux qui étaient responsables de la sauvegarde de ces données les ont détruites dans une action préméditée ou ont donné l'ordre de les détruire dans le but de ne pas devoir les soumettre au comité d'enquête. Ce comité traite entre autre le cas de Murat Kurnaz. Afin de porter plainte, il avait demandé au Ministère de la Défense de mettre à sa disposition les documents qui semblent avoir disparus. Le comité part de l'idée que les documents mis à sa disposition sont incomplets. Les documents disparus confirment donc, avec une très grande probabilité, ce qu'on avait supposé depuis longtemps: qu'en effet la Bundeswehr ou, plus précisément, les soldats de l'unité d'élite allemande KSK, stationnée à Kandahar en Afghanistan, avaient la tâche, conjointement avec les forces américaines et dans le cadre de l'opération «Enduring Freedom», de surveiller le camp américain, dans lequel des prisonniers politiques, entre autres aussi Murat Kurnaz, ont été torturés. Ceci ne constituerait pas uniquement un scandale politique. Dans une perspective de droit pénal, la surveillance d'un tel camp correspond à la complicité à la torture. Afin que tout ceci ne soit pas connu les documents correspondants ont apparemment été détruits au Ministère de la Défense.

L'article 274 du code pénal prévoit la détentation jusqu'à cinq ans ou une amende pour celui qui

1. détruit, endommage ou supprime un document qui ne lui appartient pas ou partiellement seulement, et ceci dans le but de causer des inconvénients à autrui;
 2. efface, supprime, rend inutilisables ou manipule des données nécessaires pour le dépôt d'une plainte (article 202 a, alinéa 2), dont il n'a pas le droit de disposer, ni en entier ni partiellement, et ceci dans le but de causer des inconvénients à autrui. ...
 3. ... La tentative est poursuivie par la loi.
- Je vous prie d'accuser réception de cette plainte et de m'informer du numéro de dossier que le processus portera.
- Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.
- M^e Armin Fiand, avocat, Hambourg, 29 juin 2007

(Traduction Horizons et débats)

La plus grande affaire de corruption administrative

Mesdames et Messieurs les membres du Bundestag allemand,
Mesdames et Messieurs les journalistes,

Si les données récoltées par les services secrets allemands (BND) entre 1999–2003 ne sont véritablement plus disponibles, ce serait le signe qu'il s'agit là de la plus grande affaire de corruption administrative depuis l'existence de la République fédérale allemande.

Car comme un grand nombre d'initiés devraient le savoir, il s'agit plutôt en dernier lieu de l'affaire Murat Kurnaz, ancien pauvre mais courageux détenu de Guantanamo, mais du fait que, grâce aux données, les gouvernements allemands sont au courant des informations suivantes:

- L'attentat du 11-septembre a été perpétré avec l'aide de certains petits groupes se trouvant à la pointe de certaines institutions états-uniennes.
- La prétendue «guerre contre le terrorisme» n'est rien d'autre qu'une sale tuerie d'après la devise qu'il faut attraper les petits et laisser filer les grosses têtes. Les dirigeants de la CIA savent très bien où se trouvent les terroristes principaux, le problème consiste à empêcher que les cadres moyens l'apprennent.
- La «guerre contre le terrorisme» est la tentative de l'administration américaine et de ses complices aux Etats-Unis comme à l'étranger d'essayer de canaliser à leurs souhaits la colère (justifiée) des Musulmans opprimés dans le monde entier tout en réprimant brutalement toute activité ne correspondant pas à leurs désirs.

- La «guerre contre le terrorisme» n'est rien d'autre que la tentative de miner nos démocraties – en se référant aux activités terroristes – pour mieux assouvir la rapacité criminelle des multinationales (aussi dans le secteur des médias!), des politiciens de pointe et des dirigeants d'autres institutions intéressées.

Vous avez certainement déjà entendu parler ou lu ces informations, notamment sur des blogs ou dans des journaux de groupes marginaux.

Moi, je les tiens d'anciennes grosses têtes frustrées des services de renseignements allemands et étrangers. Oui, vous avez bien compris: un représentant du «Bundesnachrichtendienst BND» en fait aussi partie.

Le scandale est donc de nature fondamentale: Si les données ne réapparaissent pas, il serait grand temps pour un certain nombre de messieurs d'être condamnés à de sévères peines de prison en commençant par MM. Hanning et Uhrlau. Mais où sont les tribunaux indépendants qui devraient se charger de l'affaire? Où sont les représentants de l'accusation? Où sont les médias qui devraient se jeter sur l'affaire? Où sont les personnalités connues honnêtes qui se prononcent publiquement et qui s'engagent à éclaircir cette affaire?

Nous sommes devenus un tas puant de complices corrompus, répugnants et minables dans notre lâcheté éternelle.

Christoph R. Hörstel, Hörstel Networks,
Government & Public Relations –
Business Consulting
(Traduction Horizons et débats)

Détentions secrètes de la CIA en Europe

Le Conseil de l'Europe confirme le rapport de Dick Marty et demande le contrôle des services de renseignement militaires et étrangers

Des parlementaires de toute l'Europe ont apporté aujourd'hui leur soutien aux conclusions du rapport de Dick Marty (Suisse, Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe, ADLE), en déclarant qu'il est désormais établi avec un haut degré de probabilité que des centres de détention secrets dirigés par la CIA, dans le cadre du Programme des détenus de grande importance (High Value Detainees, HVD), existent depuis quelques années en Pologne et en Roumanie.

Dans une recommandation, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) dit aussi que les gouvernements européens doivent se pencher sur la nécessité du contrôle démocratique des services de renseignement militaires et étrangers opérant sur leur territoire.

Les parlementaires notent que certains Etats invoquent la sécurité nationale, ou le «secret d'Etat», pour bloquer les enquêtes sur

les graves violations des droits de l'homme perpétrées par leurs agents. Ils demandent instamment à ce que ces entraves soient réduites à un minimum lorsque sont divulgués les abus des services secrets.

L'Assemblée appelle à ce que les victimes de ces pratiques illégales soient dédommagées dignement. Seuls la Bosnie-Herzégovine et le Canada, qui a le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe, ont reconnu pleinement leurs responsabilités concernant les transferts illégaux de détenus.

Les parlementaires ont en outre incité l'OTAN à rendre publics les éléments supplémentaires de l'autorisation du 4 octobre 2001 – permettant d'une manière globale les opérations anti-terroristes américaines en Europe –, éléments restés secrets jusqu'à présent.

Source: <http://assembly.coe.int>,
Communiqué de presse du 27/6/07

Mondialisation du pouvoir militaire grâce à l'expansion de l'OTAN

L'OTAN et le réseau plus vaste d'alliances militaires sous l'égide des Etats-Unis

par Mahdi Darius Nazemroaya, Canada



Après la dissolution du Pacte de Varsovie et l'effondrement de l'Union soviétique, l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) n'a pas changé fondamentalement sa mission. A la suite de la guerre froide, elle n'a pas cessé de s'élargir. En 1999, avant sa guerre contre la Yougoslavie, elle s'est étendue en direction de l'Europe de l'Est.

L'OTAN, résolue à augmenter à la fois le nombre de ses membres et celui de ses missions, devrait finalement devenir une puissance militaire mondiale. En plus, il lui appartient, en tant qu'alliance militaire globale, de garantir la «sécurité énergétique» de ses pays membres. Cela revient à militariser les «artères» du monde, c'est-à-dire les oléoducs stratégiques, les couloirs maritimes empruntés par les pétroliers ainsi que les eaux internationales.

La «clause de défense mutuelle», moyen de contrôler les ressources pétrolières?

Le sénateur américain *Richard Lugar* a appelé l'OTAN à se porter au secours d'un pays membre, comme les Etats-Unis, si ses ressources pétrolières étaient menacées. Selon lui, cette intervention serait justifiée par la clause de défense mutuelle (article 5). Son idée a reçu le soutien appuyé des membres d'Europe de l'Est et de l'UE qui dépendent de la Fédération de Russie pour leur approvisionnement en énergie. Lugar s'est exprimé en ces termes: «[L'OTAN] devrait comprendre qu'il n'y a pratiquement pas de différence entre un membre contraint de se soumettre parce qu'on lui coupe son approvisionnement en énergie et un membre confronté à un blocus militaire ou à d'autres opérations militaires à ses frontières.»¹

L'article 5 est la raison d'être de l'OTAN. Il considère toute attaque contre un pays membre comme une attaque contre l'ensemble de ses membres. Il constitue la base de la «défense mutuelle». Toute interprétation de cette clause en rapport avec la sécurité énergétique signifierait que tout membre de l'OTAN auquel on coupe l'approvisionnement en énergie pourrait compter sur l'assis-

tance du reste de l'Alliance. On pourrait donc interpréter l'article 5 comme voulant dire que couper l'approvisionnement en énergie d'un pays membre constitue une agression ou un acte de guerre. On notera que presque aucun membre de l'OTAN ne dispose de ressources énergétiques à lui.

Il n'est pas surprenant que la Russie soit extrêmement fâchée et déconcertée par cette extension de la notion de sécurité énergétique. Si cette doctrine était acceptée par l'OTAN, elle pourrait servir de justification pour imposer des sanctions économiques et politiques à la Russie et aux autres pays producteurs d'énergie. La clause pourrait également justifier une attaque contre la Russie ou n'importe quel autre pays producteur dont l'Iran, le Turkménistan, la Libye et le Venezuela, dans le but de s'emparer de ses ressources énergétiques naturelles.

Peter Mandelson, commissaire européen au commerce, a récemment déclaré publiquement «Chacune des deux [la Russie et l'UE] croit que l'autre utilise l'arme énergétique comme instrument politique.» Il a ajouté que les relations entre l'UE et la Russie étaient au plus mal depuis la fin de la guerre froide et que «l'Europe recherchait la sécurité de l'approvisionnement énergétique».²

C'est pourquoi, parmi d'autres, la Russie et ses alliés considèrent le projet de défense anti-missile globale des Etats-Unis et de l'UE comme un moyen permettant, par la menace du recours à la force, de s'emparer des réserves énergétiques russes et mondiales. La Russie, la Chine et l'Iran se trouvent entourés par une frontière militaire que la Russie considère comme faisant partie des efforts de l'OTAN pour l'encercler, elle et ses alliés.

En outre, l'OTAN envisage un processus de «portée globale» qui la transformerait en une puissance militaire mondiale comprenant des Etats extérieurs à l'Amérique du Nord et au continent européen. Bien que cela ne soit pas encore officiel, l'OTAN a déjà commencé une transition vers la «globalisation» de ses troupes et de ses opérations. Elle est très impliquée en Afghanistan et en Asie centrale. Elle a des bases en Afghanis-

tan aux frontières immédiates de la Chine et de l'Iran. Elle a également consolidé sa présence dans les Balkans, qui avait été mise en relief par son intervention en ex-Yougoslavie. En outre, elle envisage d'importantes interventions au Soudan et plus généralement sur tout le continent africain, ce que ses adversaires qualifient de «mascarade de maintien de la paix».

De plus, l'OTAN, bien que de manière informelle, intervient au Liban³. Une armada de bâtiments de guerre de l'OTAN est déployée dans les eaux d'Afrique orientale, de la mer Rouge et de la mer d'Oman. Les forces navales des pays membres tels que l'Allemagne

L'expansion-intégration de l'OTAN constitue une alliance militaire globale

«Depuis la guerre froide et son rôle régional dans les années 1990, l'OTAN s'est transformée en une organisation transatlantique effectuant des missions globales, de portée globale avec des partenaires globaux. C'est en Afghanistan que cette transformation est la plus évidente. Mais elle a dépassé définitivement le débat «in-area/out-of-area» qui avait duré si longtemps dans les années 1990. Tout appartient potentiellement à la zone de l'OTAN. Cela ne signifie pas que ce soit une organisation globale. C'est une organisation transatlantique mais l'article 5 a maintenant des implications globales. L'OTAN est en train de développer les capacités et les perspectives politiques nécessaires pour s'attaquer aux problèmes et aux éventualités qui surviennent dans le monde entier. Cela représente un changement considérable.»

Daniel Fried, Secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires européennes et eurasiennes (17 avril 2007)

et le Danemark sont présentes dans l'est de la Méditerranée, prêtes à frapper la Syrie en cas de guerre.⁴

L'OTAN s'étend du côté du golfe Persique vers l'Iran

L'OTAN a officiellement pénétré dans le golfe Persique même si en réalité les forces armées de plusieurs de ses pays membres opèrent là-bas depuis la guerre froide. Le directeur adjoint du National Security Apparatus du Koweït *Cheikh Thamer Ali Sahab Al-Salem Al-Sabah* a annoncé que son pays avait signé avec l'OTAN un accord sur la sécurité au cours d'une conférence réunissant le Gulf Cooperation Council (GCC) et l'OTAN qui a eu lieu les 11 et 12 décembre 2006.

Le GCC, qui a été rebaptisé *Cooperation Council for the Arab States of the Gulf*, comprend l'Arabie saoudite, le Koweït, les Emirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn et Oman. Le GCC possède déjà un accord militaire entre ses membres, la *Gulf Shield Defence Force*, et des accords bilatéraux individuels sur la sécurité avec les USA et la Grande-Bretagne. L'OTAN a déjà été en pourparlers avec le Qatar, le Koweït et d'autres membres du GCC en vue d'établir une présence plus officielle de l'Alliance dans le golfe Persique et de conclure un nouvel accord sur la sécurité dirigé contre l'Iran.

Le nouvel équilibre régional dans le golfe Persique fait partie d'une alliance plus large du Moyen-Orient liée à l'OTAN. L'Arabie saoudite, la Jordanie, l'Egypte, Israël, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'OTAN font tous partie, en plus du GCC, de cette coalition moyen-orientale.⁵ Cette alliance ou coalition militaire représente essentiellement un élargissement à l'est du «Dialogue méditerranéen» de l'OTAN. On attribue aux membres moyen-orientaux de cette coalition l'appellation de «coalition des modérés» alors que l'Iran et la Syrie sont censés diriger une «coalition d'extrémistes».

A part la conséquence possible d'une confrontation avec l'Iran, cette coopération entre

«Mondialisation du pouvoir militaire ...»
suite de la page 5

le GCC et l'OTAN confirme le fait que l'Alliance atlantique se prépare à devenir une institution et une force militaire globales. Le Moyen-Orient est une région d'élargissement de l'OTAN très importante au point de vue géostratégique et riche en ressources énergétiques. Les avant-gardes de l'OTAN y sont la Turquie et Israël.

Les Etats-Unis ont déjà installé leur arsenal de missiles dans le golfe Persique et y ont acheminé de grandes quantités de matériel militaire et de systèmes radars. A l'origine, la justification du déploiement militaire dans le Golfe était la «guerre globale contre le terrorisme» puis ce fut l'invasion de l'Irak et maintenant il s'agit de protéger de la menace des missiles balistiques iraniens les alliés de l'Amérique dans le Golfe, c'est-à-dire les Emirats arabes unis, le Koweït et l'Arabie saoudite.

La Conférence GCC/OTAN a reçu son mandat de l'*Initiative de coopération d'Istanbul* et était consacrée au thème «Facing Common Challenges» («Venir à bout de défis communs»), qui désigne directement l'Iran comme la cible de la coopération militaire et sécuritaire entre la GCC et l'OTAN.⁶

L'encerclement de l'Iran par les alliés de l'OTAN

En outre, la Conférence a eu lieu après des manœuvres militaires des membres du GCC, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Australie, ce qui prouve également que la coopération entre les deux branches de l'OTAN, l'entente franco-allemande et l'alliance anglo-américaine a commencé avant la conférence historique de l'OTAN à Riga (Lituanie) en 2006.⁷

Les accords entre le GCC et l'OTAN sont également importants parce qu'ils signifient que le golfe Persique pourrait être partagé et divisé par l'entente franco-allemande et l'alliance anglo-américaine. Bien que Cheikh Thamer Ali Sabah Al-Salem Al-Sabah et des dirigeants koweïtiens aient essayé de minimiser l'importance de la coopération entre le Koweït et l'OTAN, cette collaboration est un signe de l'expansion de l'OTAN et d'une probable confrontation avec l'Iran. Les Koweïtiens ont également souligné que l'objectif de la Conférence était de mettre à profit les expériences variées de l'OTAN dues à sa composition internationale.

La montée en puissance militaire anglo-américaine et l'extension de l'OTAN dans le golfe Persique ont encouragé les chefs du GCC à coopérer avec les armées américaine et britannique. Récemment, le ministre de la Défense du Bahreïn Cheikh Kalifa bin Ahmed Al-Khalifa a déclaré que les émirats du golfe Persique «sont en mesure de répondre à n'importe quelle attaque de l'Iran voisin» et «répliqueraient par la force» si l'Iran bloquait le détroit d'Ormuz à la suite de frappes américaines.⁸ Et ce n'est pas un hasard si les dirigeants koweïtiens ont également déclaré qu'ils étaient préparés à une attaque de l'Iran conduite par les Américains et à une guerre au Moyen-Orient.⁹

Notons que toute attaque par l'Iran des émirats du golfe Persique serait une réponse à leur coopération avec les Etats-Unis et au fait qu'ils acceptent que les armées des Etats-Unis et de leurs alliés utilisent leurs espaces aériens, maritimes et terrestres contre l'Iran. Les dirigeants de ces pays ont soutenu les Américains et les Britanniques dans leur invasion de l'Irak et ils hébergent d'importantes bases terrestres, aériennes et navales américaines.

L'objectif final de l'OTAN est d'encercler la Russie, la Chine et leurs alliés

Le premier et le plus important changement que nous devons opérer consiste à développer notre capacité à étendre la stabilité à l'Est.

Manfred Wörner, Secrétaire général de l'OTAN

Le 7 février 2007, les déclarations devant le Congrès du ministre de la Défense américain Robert Gates, qui présentait le budget militaire 2008 du Pentagone confirment que les Etats-Unis continuent de considérer la Chine et la Russie comme des adversaires potentiels

en plus de l'Iran. Gates a déclaré que la Russie comme la Chine représentaient des menaces pour les Etats-Unis: «En plus de la guerre globale contre le terrorisme, nous devons également faire face aux voies incertaines de la Chine et de la Russie qui poursuivent toutes les deux des programmes de modernisation militaire sophistiqués.¹⁰

La vraie question est de savoir si les Russes et les Chinois constituent une menace pour les Etats-Unis ou si c'est l'inverse; et également si la Chine et la Russie représentent une menace économique pour les Etats-Unis.

Le ministre des Affaires étrangères et le gouvernement russes ont presque immédiatement demandé des explications à la Maison Blanche sur ces propos menaçants.

Les Russes ont manifesté de plus en plus d'inquiétude au fur et à mesure qu'ils se rendaient compte qu'ils étaient encerclés. Il y a pas mal de temps que la Russie, la Chine et leurs alliés sont peu à peu encerclés. La Chine se trouve face à une frontière orientale militarisée en Asie tandis que l'Iran a été pratiquement encerclé et que les frontières occidentales de la Russie ont été infiltrées par l'OTAN.

L'expansion de l'OTAN se poursuit malgré la fin de la guerre froide et malgré les promesses de l'Alliance qu'elle ne s'étendrait pas. Les bases militaires et les installations de missiles encerclent la Chine, l'Iran et la Fédération de Russie.

La Russie se trouve face à des menaces militaires beaucoup plus graves que durant la guerre froide

Le 27 février 2007, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, le président Poutine a déclaré que l'OTAN visait la Fédération de Russie et a rappelé à l'Alliance qu'elle avait promis de ne pas s'étendre vers l'Est.¹¹

Boris Eltsine s'était exprimé dans le même sens à propos de l'expansion de l'OTAN lors de l'entrée des Etats baltes dans ce bloc militaire. Le discours de Poutine représente la déclaration russe la plus importante jusqu'ici et indique que la Russie commence à ressentir la menace qui pèse sur ses frontières, de l'extrême-orient russe aux frontières avec la Géorgie et l'Europe de l'Ouest.

Du point de vue russe, l'OTAN n'est plus vouée à la «coexistence pacifique». Le général Iouri Balouievsky, chef d'état-major des forces armées russes et premier adjoint au Ministre de la Défense, a averti les Russes qu'ils se trouvaient face à des menaces militaires beaucoup plus graves que durant la guerre froide. Il a, avec le président Poutine, demandé une nouvelle doctrine militaire russe pour répondre aux menaces croissantes venant des Etats-Unis et de l'OTAN.¹²

Les projets militaires lancés par les Etats-Unis, certains alliés européens membres de l'OTAN (Grande-Bretagne, Pologne et République tchèque) et le Japon en vue de l'installation de deux boucliers antimissile parallèles menacent à la fois la Russie et la Chine. L'un des boucliers sera situé en Europe et l'autre en Extrême-Orient. Ils sont censés répondre à d'hypothétiques menaces iraniennes et nord-coréennes contre les Etats-Unis, l'Europe, la Corée du Sud et le Japon.

«Il s'agit là [le bouclier antimissile situé aux frontières de la Russie] d'une question très urgente et politiquement très importante qui pourrait nous entraîner dans une nouvelle course aux armements», a déclaré le général Iouri Soloviev, commandant de l'Armée russe, à propos du projet d'installations antimissile qui devraient être déployées en Europe de l'Est, à la frontière russe.¹³

Il est également question d'un autre bouclier qui serait déployé dans le Caucase ou même peut-être en Ukraine. Les républiques d'Azerbaïdjan et de Géorgie sont des candidats potentiels pour l'abriter.

Le projet de radar ne vise pas principalement l'Iran mais la Russie

«Notre analyse montre que l'installation d'un système radar en République tchèque et d'un système de défense antimissile en Pologne constitue une menace réelle pour nous», a précisé le général Vladimir Popovkine, commandant des Forces spatiales russes, et il a ajouté: «Il n'est pas sûr du tout que les éléments du système de défense antimissile américain en Europe soient dirigés contre l'Iran,

comme l'ont déclaré [des responsables américains].»¹⁴

Le projet de radar prévu en République tchèque se heurte également à l'opposition de la majorité de la population tchèque¹⁵ mais on ignore ici la volonté du peuple de même que les gouvernements ne cessent d'ignorer celle des peuples américain, britannique, italien, canadien et japonais. En d'autres termes, ces gouvernements prétendent démocratiques se révèlent extrêmement antidémocratiques quand il s'agit de projets militaires et de guerres à l'extérieur.

Les frontières russes et chinoises sont en train d'être militarisées par l'OTAN et le réseau plus vaste des alliances organisées par les Etats-Unis. Curieusement, la Turquie, membre moyen-oriental de l'OTAN, voisin immédiat de l'Iran et choix logique pour toute installation antimissile destinée à protéger contre une prétendue menace balistique iranienne, n'a pas été choisie comme site d'un bouclier. Le fait qu'il doive être installé en Pologne et en République tchèque plutôt qu'en Turquie et dans les Balkans fait penser qu'il ne vise pas principalement l'Iran mais la Russie.

Projet de bouclier en Extrême-Orient

L'autre projet de bouclier, en Extrême-Orient, serait voisin, outre de la Corée du Nord, des provinces très peuplées de l'est de la Chine et de l'extrême-orient russe riche en ressources énergétiques. Le bouclier serait installé essentiellement au Japon, avec d'éventuels éléments en Corée du Sud. Le Japon et les Etats-Unis ont commencé un projet commun de défense antimissile en 1999, comme par hasard l'année de l'expansion de l'OTAN et de sa guerre contre l'ex-Yougoslavie.¹⁶ Taiwan constitue également un chaînon vital dans la militarisation de la frontière avec la Chine.

Une fois que la constitution de ce réseau militaire international sera achevée, la véritable base de la création de deux projets parallèles de boucliers antimissile sera tout à fait évidente. Ces projets sont liés. Ils font partie de la globalisation de l'OTAN et d'une alliance militaire plus large ayant pour but d'encercler la Russie, la Chine et leurs alliés. Parallèlement au développement de ce réseau militaire global, l'OTAN et les USA ont commencé d'essayer de contrôler les océans. Le commerce international en haute mer et le trafic maritime sont également l'objectif d'un régime de contrôle en voie de consolidation dirigé par le gouvernement américain.

Encerclement de la Chine: importance des routes maritimes stratégiques du pétrole, Taiwan, Singapour

Les Etats-Unis ont des liens militaires étroits avec Taiwan parce que l'île offre une plaque tournante stratégique pour des opérations militaires contre la Chine et sa sécurité énergétique. Taiwan a une importance géostratégique parce que l'île est située entre la mer de Chine méridionale et la mer de Chine orientale. Les Etats-Unis attribuent une extrême importance à la situation de Taiwan en raison des voies de navigation d'une très grande importance stratégique le long desquelles s'effectue le transport vers la Chine du pétrole et d'autres ressources.

On a beaucoup discuté de l'importance des routes du pétrole en Asie centrale et de celle des couloirs terrestres, mais il faudrait également s'intéresser aux routes maritimes du pétrole et aux voies maritimes internationales d'importance stratégique. L'approvisionnement en énergie est étroitement lié à la sécurité nationale de la Chine, à son développement et à sa puissance militaire. Si, en cas de guerre, l'approvisionnement en pétrole de la Chine était bloqué ou, plus probablement, retardé, elle serait vulnérable et pourrait être paralysée, étouffée. Un cordon maritime autour du pays répondrait à un tel objectif.

Contrôle sur l'approvisionnement en énergie de la Chine

Les détroits de Taiwan et de Malacca ont une importance géostratégique vitale pour le transport du pétrole et d'autres ressources vers la Chine. Celui qui contrôle les deux détroits contrôle l'approvisionnement en énergie de la Chine sous le présent statu quo. Ce se-

rait un coup dur pour la Chine si les détroits étaient bloqués et les pétroliers stoppés ou retardés comme ce serait un coup dur pour les Etats-Unis et l'UE si l'Iran fermait le détroit d'Ormuz. Il se trouve que la Marine américaine contrôle ces voies de navigation. Tant que la Chine n'aura pas un moyen sûr de recevoir de l'énergie par une route non contrôlée par les Etats-Unis, elle continuera d'être vulnérable à la Marine américaine qui ne cesse de surveiller les détroits de Taiwan et de Malacca.

C'est pour cela que Taiwan et Singapour sont de proches alliés des Etats-Unis. Ils sont très militarisés pour permettre de contrôler les deux détroits vitaux. En cas de guerre entre la Chine et les Etats-Unis, Singapour et Taiwan ont tous les deux des plans d'urgence pour empêcher le pétrole d'atteindre la Chine.

Bien que le détroit de Malacca se trouve dans les eaux territoriales de la Malaisie, la rapide militarisation de Singapour a pour but de contrôler et, si nécessaire, d'arrêter les pétroliers. Cela bloquerait le transport d'énergie vers la Chine en cas de guerre entre la Chine et les Etats-Unis. Les installations navales de Singapour sont également hautement spécialisées dans le service des navires de guerre et des sous-marins et sont très utilisées par la Marine américaine.

Couloir énergétique trans-asiatique

La Chine sait qu'elle est vulnérable à une intervention militaire visant son approvisionnement en énergie. C'est pourquoi les Chinois ont développé leurs bases navales et font leur possible pour construire des terminaux pétroliers et des couloirs énergétiques terrestres reliant directement l'Asie centrale et la Fédération de Russie à la Chine. La coopération de la Chine avec la Russie, l'Iran et les républiques d'Asie centrale a pour but de créer un couloir énergétique trans-asiatique qui assurerait la continuité de l'apport d'énergie à la Chine en cas de blocus américain des hautes mers. Des discussions sont en cours concernant le développement, avec la collaboration de la Russie, d'un gazoduc qui irait d'Iran en Chine en passant par le Pakistan et l'Inde.¹⁷

La Chine s'est opposée aux propositions et initiatives concernant le réchauffement climatique. Elle soutient que le débat sur le climat est un défi délibéré lancé à la croissance économique de la Chine et des pays en développement. Elle croit que l'objectif de l'initiative des Etats-Unis et de l'UE sur le changement climatique est de les pousser à réduire leurs émissions de dioxyde de carbone (CO2) afin de nuire à leur dynamisme industriel et économique.¹⁸

Montée en puissance navale dans l'océan Indien et sur le flanc est de la Chine

Il y a eu une montée en puissance navale graduelle tout autour de la Chine, notamment le renforcement des escadres de sous-marins de la région Asie-Pacifique. Un rapport publié par l'*Australian Strategic Policy Institute* (ASPI) a prévenu qu'une course aux armements était en cours en Asie: «Dans un arc qui va du Pakistan et de l'Inde au Japon en passant à travers l'Asie du Sud-Est, une modernisation et une expansion [militaire] frappantes sont en cours.»¹⁹

Bill Gertz écrit dans le Washington Times: «Selon un rapport interne préparé à l'intention du ministre de la Défense Donald H. Rumsfeld qui avait été gardé secret jusqu'ici, la Chine est en train de développer ses forces armées et d'établir des bases le long des voies de navigation depuis le Moyen-Orient pour projeter ses forces outre-mer et protéger ses cargaisons de pétrole.»²⁰

La Chine s'est lancée dans une politique navale proactive visant à sécuriser la mer de Chine orientale, la mer de Chine méridionale et l'océan Indien. Ces zones maritimes correspondent toutes aux routes maritimes internationales qui transportent le pétrole d'Afrique et du Moyen-Orient vers la Chine. L'objectif des Chinois est de protéger de la Marine des Etats-Unis et de leurs alliés son approvisionnement vital en énergie. Le Pentagone appelle ces bases navales «rang de perles» à cause de leur importance géostratégique pour l'équilibre du pouvoir mari-time dans l'océan Indien.²¹

«Mondialisation du pouvoir militaire...»
suite de la page 6

Importance géostratégique du Sri Lanka

Les installations chinoises sont toutes situées le long de ce corridor vital. Le port de Gwardar, au Pakistan, au bord de la mer d'Oman, a été conçu et construit par les Chinois. En outre, un accord a été signé avec le Sri Lanka (Ceylan) aux termes duquel la Chine obtient l'accès au port naval de Hamabatota, au sud de l'île.²²

La Chine a aussi planifié la construction d'un port naval au Myanmar (Birmanie), allié d'importance géostratégique pour la Chine. La construction d'un port au Myanmar éliminerait toute difficulté ou menace venant des détroits de Taiwan et de Malacca. La Chine touche le Myanmar et un réseau ferroviaire et une route de transport existent qui conduisent de la côte du Myanmar au sud de la Chine.²³

Les Etats-Unis essayent aussi de bloquer toutes les routes par lesquelles le pétrole pourrait, grâce à une coopération pétrolière trans-asiatique, arriver directement en Chine à l'écart des voies maritimes traditionnelles vulnérables qui sont surveillées par la Marine américaine. Tous les accords trans-asiatiques sur l'énergie comme l'oléoduc Iran-Pakistan-Inde sont préjudiciables aux intérêts anglo-américains et au projet de l'OTAN de contrôler l'Eurasie.

La flotte américaine du Pacifique attribue une grande importance à la valeur stratégique de l'île de Guam dans l'océan Pacifique car les Etats-Unis approfondissent leur coopération avec l'Australie, Singapour, les Philippines et le Japon afin de continuer à encercler la Chine.²⁴ La question des missiles balistiques et des armes nucléaires de la Corée du Nord est utilisée actuellement comme prétexte idéal pour encercler davantage la Chine.

L'Initiative de sécurité contre la prolifération (ISP) lancée par l'administration Bush junior en 2003 juste après l'invasion de l'Irak est aussi un moyen de contrôler le trafic international et de bloquer l'approvisionnement en énergie de la Chine en cas d'agression contre ce pays.

Contrôle des voies maritimes stratégiques et «marine de guerre US globale»

Le contrôle des mers et du commerce constitue un front d'attaque supplémentaire destiné à encercler les géants eurasiatiques que sont la Chine et la Russie. Ce sont précisément les objectifs visés par l'ISP et l'établissement de «forces navales globales» sous le commandement des Etats-Unis. De ce point de vue, la Chine est beaucoup plus exposée que la Russie à une menace venant de l'océan.

Le réseau maritime créé par l'OTAN et ses alliés commence à apparaître. Plus de 40 pays ont participé à des manœuvres navales dans la mer d'Oman et l'océan Indien.²⁵ Cela menace l'approvisionnement en énergie de la Chine et le commerce international entre l'Afrique et l'Eurasie à travers l'océan Indien.

«Une marine de mille navires»

L'amiral Mike Mullen, chef des opérations navales américaines, a déclaré que les USA essaient de créer une «marine de mille navires» pour contrôler les eaux internationales.²⁶ Cette stratégie signifie en fin de compte la fusion de l'OTAN et des forces navales alliées en un «partenariat maritime mondial» – selon l'expression de la Marine américaine – qui réunit, pour les affaires maritimes, «les flottes, les gendarmeries maritimes, les forces navales, les exploitants des ports, les entreprises commerciales maritimes et beaucoup d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales.»²⁷

Les premières régions auxquelles cette nouvelle stratégie sera appliquée sont le golfe Persique, les eaux d'Afrique orientale et la mer d'Oman. L'amiral Mullen a aussi mentionné comme faisant partie de cette force navale mondiale la présence de 45 navires de guerre, dont la majorité appartient à l'OTAN, qui sont déployés dans le golfe Persique et les eaux du Moyen-Orient.²⁸ Les opérations dans les eaux du Proche-Orient et dans la mer d'Oman mettent en jeu les *combined task forces* (CTF) 150 et 152. La CTF 150 opère dans les eaux du golfe d'Oman, du golfe d'Aden,

en mer Rouge et dans le nord de la mer d'Oman où sont stationnés plusieurs navires de guerre français. La CTF 152, qui comprend des navires de guerre italiens, français et allemands, opère dans le golfe Persique et son quartier général opérationnel se trouve au Bahreïn.

Il est significatif que la CTF 152, qui fait partie du groupe des 45 vaisseaux de guerre dont l'amiral Mullen a dit qu'ils faisaient partie des forces navales globales, soit sous le commandement de la marine américaine et du *Commandement central* (Centcom). Ils dirigent les opérations navales dans le golfe Persique et tout le Proche-Orient. L'opération *Liberté pour l'Irak* dans le golfe Persique et l'opération *Liberté immuable* au large de la Corne de l'Afrique sont précisément deux opérations impliquant pour la plupart des navires de guerre de l'OTAN.

Entente franco-allemande

L'armada qui monte en puissance est composée de 3 CTD principales de la coalition et 7 unités navales de soutien. Parmi les 45 navires, il y en a de France, d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas, du Canada, d'Australie, du Pakistan et d'autres partenaires de l'OTAN, sans compter ceux des USA et de la Grande-Bretagne.

Ces forces navales mondiales sont placées sous le commandement commun de l'OTAN et du Centcom. La formation de cette armada importante et inédite n'est possible qu'avec l'accord de l'entente franco-allemande au sein de l'OTAN. Ces navires de guerre se sont rassemblés sous prétexte de «guerre mondiale contre le terrorisme».

Contrôle total des eaux internationales

Outre les forces navales mondiales créées par les USA et l'OTAN, une stratégie a été développée pour contrôler le commerce international, le trafic international et les eaux internationales. La PSI, sous prétexte de faire cesser la contrebande de composants ou de technologie d'armes de destruction massive et de systèmes destinés à leur lancement (technologie ou composants de missiles), a pour but de contrôler le transport des matières premières et le commerce international. Cette stratégie a été élaborée par John Bolton lorsqu'il était Sous-secrétaire d'Etat au ministère américain des Affaires étrangères chargé du contrôle des armements et de la sécurité internationale.

Cette stratégie a été initiée le 31 mai 2003 par la Maison Blanche et prévoyait d'autoriser la violation du droit international. Selon le droit international, les navires de guerre des Etats-Unis et de l'OTAN ne peuvent pas arraisonner et perquisitionner les navires marchands étrangers qui se trouvent dans les eaux internationales. Dans la partie VII (7) de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982), les opérations des USA sont illégales sauf si elles sont autorisées par le pays d'où viennent les navires marchands. Les navires de guerre ne peuvent arraisonner et perquisitionner que les navires du même pays à moins qu'il existe un accord bilatéral avec l'autre pays qui leur en donne le droit.



Pro memoria: mars 1968. Des cadavres de femmes et d'enfants à My Lai au Vietnam du Sud après le massacre perpétré par des soldats états-uniens contre la population civile. (photo keystone)

Les USA s'arrogent le droit de contrôler arbitrairement des navires étrangers

Dans les eaux internationales, les vaisseaux étrangers ne peuvent être perquisitionnés que s'ils polluent l'eau à proximité des pays auxquels appartiennent les navires de guerre ou en cas de soupçon justifié de piraterie. En outre, les navires qui se trouvent dans les eaux internationales qui appartiennent au gouvernement d'un pays jouissent d'une immunité: ils ne peuvent pas être arrêtés, inspectés ou saisis par des navires d'autres Etats. Selon ces directives internationales, le fait pour la Marine américaine d'arrêter dans des eaux internationales un navire appartenant à la Corée du Nord, à la Syrie ou à la Chine serait illégal. Avec le nouveau régime proposé et appliqué actuellement par le gouvernement des Etats-Unis à l'encontre de la Corée du Nord, tout a commencé à changer, surtout dans les eaux des océans Indien et Pacifique. Les gouvernements de plusieurs pays asiatiques, dont la Malaisie, ont critiqué ouvertement ces opérations et mis en doute leur légalité.²⁹

Naturellement, la Chine s'est méfiée de cette initiative et a refusé de participer au projet 2003. Les Chinois voient là un moyen permettant aux USA et à leurs alliés de continuer à contrôler les eaux et le commerce internationaux. La Russie, de son côté, s'est associée à ce projet parce que Moscou ne se trouve pas dans la même situation que la Chine dont l'existence dépend du trafic maritime et des eaux internationales. De plus, la Marine russe peut toujours arrêter et arraisonner des navires marchands des USA.

Ce n'est pas un hasard si Singapour, le Japon et la mer de Chine méridionale, qui sont tous situés dans le voisinage immédiat de la Chine, ont été choisis comme site principal des nombreux exercices de la flotte sous la bannière de l'Initiative de sécurité contre la prolifération auxquels ont participé, avec la Russie, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Australie, le Canada, Singapour, la France, l'Italie et l'Allemagne.

De nombreux navires nord-coréens ont été illégalement arrêtés et importunés depuis l'introduction de l'Initiative, mais la Chine, comme d'autres pays, se trouve aussi sous la menace d'opérations internationales illégales qui rappellent les zones internationales d'exclusion aérienne imposées illégalement à l'Irak avant l'invasion par les gouvernements américain et français. Le précédent était créé pour arrêter les futurs navires chinois et le trafic maritime vers la Chine.

L'expansion de l'OTAN prépare le terrain à un conflit mondial

La conception militaire globale et les ambitions géopolitiques de l'OTAN laissent de plus en plus entrevoir l'objectif des opérations de l'OTAN et de ses directives militaires. Le système des alliances militaires se resserre et les principales cibles semblent être les géants d'Eurasie: la Russie, la Chine et peut-être l'Inde. L'expansion de l'OTAN ne se limite pas à l'Europe et à l'ex-Union soviétique. L'Alliance aspire à une expansion mondiale. En Asie, une alliance parallèle est en train de se constituer à par-

tir du réseau d'alliances militaires existant dans la région de la côte asiatique du Pacifique.³⁰ La Chine, la Russie et maintenant l'Irak sont en tête d'une alliance eurasiatique qui est en train de prendre forme pour s'opposer à l'OTAN et aux Etats-Unis. Finalement, ce pourrait être au Proche-Orient que le rythme de l'élargissement de l'OTAN sera fixé. Si le Proche-Orient tombe sous le contrôle total de l'alliance anglo-américaine et de l'OTAN, le terrain sera préparé pour une nouvelle phase de la «longue guerre» qui conduira droit au cœur de l'Eurasie. •

Source: www.globalresearch.ca du 18/5/2007
(Traduction *Horizons et débats*)

¹ Judy Dempsey, U.S. senator urges use of Nato defense clause for energy, *International Herald Tribune*, 28.11.2006.

² Mu Xuequan, Mandelson: Mistrust between Russia, EU worst since Cold War ends, *Xinhua News Agency*, 21.4.2007.

³ Pr. Michel Chossudovsky, *Behind Closed Doors: Nato's Riga Security Conference, Centre for Research on Globalization*, 26.11.2007.

«Riga», the Latvian capital, was the place of a historical Nato conference which involved all the major decision makers, parties, corporations, and individuals within the Nato alliance. The Belarusian Opposition was also invited.

Debating «War and Peace» behind Closed Doors: Nato's Riga Security Conference, by Pr. Michel Chossudovsky, outlines the Nato program being discussed behind closed doors and provides a comprehensive list of attendees and participants of the Trans-Atlantic summit in Latvia.

⁴ Mahdi Darius Nazemroaya, The March to War: Naval build-up in the Persian Gulf and the Eastern Mediterranean, *Centre for Research on Globalization (CRG)*, 1.10.2006.

⁵ Kuwait to sign Nato security agreement during Gulf conference next week, *Kuwait News Agency (KUNA)*, 6.12.2006.

⁶ Kuwait to sign Nato agreement, Op. cit.

⁷ Pr. Michel Chossudovsky, «Weapons of Mass Destruction:» Building a Pretext for Waging War on Iran?, *Centre for Research on Globalization (CRG)*, 1.11.2006.

⁸ Gulf states «can respond to attack.» *Gulf Daily News*, Vol. XXIX (29), No. 364, 19.3.2007.

⁹ B. Izzak, Kuwait prepared for any US-Iran war, *Kuwait Times*, 10.5.2007.

¹⁰ Robert M. Gates, *Posture Statement to the Senate Armed Services Committee* (Testimony, Senate Armed Services Committee, Washington, District of Columbia, 6.2.2007).

¹¹ Vladimir Putin, *Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy* (Address, Munich Conference on Security Policy, Munich, Bavaria, 10.2.2007).

¹² U.S. Anti-Missile Systems in Europe Threatens Russia-General, *MoscNews*, 9.2.2007.

¹³ U.S. Anti-missile Shield in Europe May Cause Arms Race-Russian General, *MoscNews*, 16.3.2007.

¹⁴ U.S. anti-missile shield threatens Russia-General, *Reuters*, 22.1.2007.

¹⁵ Mark John, U.S. missile plan triggers Nato tensions, *Reuters*, 5.3.2007.

¹⁶ Sarah Suk, U.S. admiral confident of missile shield effectiveness, *Kyodo News*, 1.5.2007.

¹⁷ Atul Aneja, «Pipeline should extend to China,» *The Hindu*, 7.5.2007.

¹⁸ Chinese object to climate draft, *British Broadcasting Corporation (BBC)*, 1.5.2007.

¹⁹ Andrew Davies, The enemy down below: Anti-submarine warfare in the ADF (Barton, Australian Capital Territory: *Australian Strategic Policy Institute ASPI*, Février 2007), page 1.

²⁰ Bill Gertz, China builds up strategic sea lanes, *The Washington Times*, 18.1.2005.

«China is building strategic relationships along the sea lanes from the Middle East to the South China Sea in ways that suggest defensive and offensive positioning to protect China's energy interests, but also to serve broad security objectives,» said the report sponsored by the director, Net Assessment, who heads Mr. Rumsfeld's office on future-oriented strategies.

²¹ Pallavi Aiyar, India to conduct naval exercises with China, *The Hindu*, 12.4.2007.

²² Ibid.

²³ Ibid.

²⁴ Luan Shanglin, U.S. to stage large-scale war games near Guam, *Xinhua News Agency*, 11.4.2007.

²⁵ Naval chief: U.S. has no plan to attack Iran, *Xinhua News Agency*, 17.4.2007.

²⁶ Thom Shanker, U.S. and Britain to Add Ships to Persian Gulf in Signal to Iran, *The New York Times*, 21.12.2006.

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

²⁹ Malaysia in no hurry to join U.S.-led security pact, *Reuters*, 17.4.2007.

³⁰ Mahdi Darius Nazemroaya, Global Military Alliance: Encircling Russia and China, *Centre for Research on Globalization*, 10.5.2007.

Appel de Benoît XVI à la paix dans le monde

«Que cessent tous les conflits armés qui ensanglantent la terre»

ZENIT.org. «Que cessent tous les conflits armés qui ensanglantent la terre»: le pape Benoît XVI a lancé cet appel depuis Assise, ce matin, au terme de la célébration eucharistique, à l'occasion du VIII^e centenaire de la conversion de saint François.

«De cette ville de la paix, je désire adresser une salutation aux représentants des autres confessions chrétiennes et des autres religions qui, en 1986, ont accueilli l'invitation de mon vénéré prédécesseur à vivre ici, dans la patrie de saint François, une journée mondiale de prière pour la paix», disait le pape avant l'angélus.

«Je considère de mon devoir de lancer d'ici un appel pressant et empreint de tristesse afin que cessent tous les conflits armés qui ensanglantent la terre, que se taisent les armes et que partout la haine cède devant l'amour, l'offense devant le pardon et la discorde devant l'union!», disait le pape.

Benoît XVI ajoutait: «Nous sentons présents ici spirituellement tous ceux qui pleurent, souffrent et meurent à cause de la guerre et de ses tragiques conséquences, en quelque partie du monde que ce soit.»

Le pape citait particulièrement les conflits du Moyen Orient: «Notre pensée va particulièrement à la Terre Sainte, tant aimée de saint François, à l'Irak, au Liban, au Moyen

Orient tout entier. Les populations de ces pays connaissent depuis trop longtemps désarmement, les horreurs des combats, du terrorisme, de la violence aveugle, l'illusion que la force puisse résoudre les conflits, le refus d'écouter les raisons de l'autre, et de leur rendre justice.»

Le pape en appelait à la communauté internationale: «Seul un dialogue responsable et sincère, soutenu par le généreux soutien de la communauté internationale, pourra mettre fin à tant de douleur et à redonner la vie et la dignité à des personnes, des institutions, et des peuples.»

Le pape concluait par cette prière: «Veuillez saint François, homme de paix, obtenir du Seigneur que se multiplient ceux qui acceptent de se faire instruments de sa paix», à travers les mille petits actes de la vie quotidienne; que ceux qui ont des rôles de responsabilité soient animés d'un amour passionné pour la paix, et d'une volonté indomptable de l'atteindre, en choisissant les moyens de l'obtenir. Que la Vierge sainte, que le 'Poverello' a aimée d'un cœur tendre et qu'il a chantée avec des accents inspirés, nous aide à découvrir le secret de la paix dans le miracle d'amour qui s'est accompli dans son sein par l'incarnation du Fils de Dieu.»

Source: www.zenit.org du 17/6/07



Pablo Picasso. Colombe de la paix, 1961. (photo keystone)

Solidarité avec les chrétiens du Liban

Initiative des Eglises en Allemagne

ZENIT.org. Selon le bureau de presse de la Conférence des évêques allemands les deux chefs de délégation, l'évêque Johannes Friedrich de Munich et l'évêque auxiliaire Hans-Jochen Jaschke de Hambourg ont souligné lors d'une conférence de presse au terme de leur séjour à Beyrouth: «Les chrétiens du Liban ont plus que jamais besoin de notre solidarité. Ils se trouvent toujours sous une grande pression. Il y en a beaucoup qui quittent le pays. Le développement politique reste incertain.»

La visite des représentants des Eglises d'Allemagne a attiré non seulement l'attention des Eglises du Liban mais aussi celle des Musulmans. Elle fut comprise comme signe d'encouragement et comme renforcement de la volonté de paix des religions. Lors des entretiens avec des représentants sunnites et chiites l'évêque Friedrich de Munich et l'évêque auxiliaire Jaschke ont déclaré: «Il n'y a aucune alternative au dialogue entre les religions. Nous exigeons expressément que toute violence au nom de la religion soit condamnée. La liberté de religion et de croyance est une condition indispensable au dialogue entre les religions.»

Le grand moment du voyage au Liban ont été les messes du dimanche dans les paroisses lo-

cales. Les catholiques y ont rencontré le Père Supérieur de l'Ordre libanais maronite, l'abbé Elias. En plus, la délégation œcuménique a rencontré le Patriarche maronite Mar Nasrallah Boutros Sfeir et le Catholicos des Arméniens, Aram I^{er}.

La délégation qui a poursuivi son voyage au Caire, était composée entre autres de l'évêque auxiliaire Hans-Jochen Jaschke de Hambourg et de l'évêque auxiliaire Franz-Peter Tebartz-van Elst de Munster, tous les deux des représentants de la Conférence épiscopale, ainsi que de Johannes Friedrich de Munich et de l'évêque Maria Jepsen de Hambourg, représentant de l'église évangélique d'Allemagne. En plus, il y avait des représentants du Service des Eglises évangéliques en Allemagne pour le Développement (EED), de l'Œuvre missionnaire évangélique en Allemagne (EMW) ainsi que de missio en Allemagne et de l'Association allemande de la Terre sainte (Deutscher Verein vom Heiligen Land). La Conférence des évêques allemands a donné naissance à l'initiative «Solidarité avec les chrétiens poursuivis et harcelés de nos jours», une action de solidarité sous le signe des paroles de Jésus Christ avec les chrétiens poursuivis: «Heureux serez-vous

Ouganda

«Personne n'entend nos appels à l'aide»

ZENIT.org. «Le monde ignore nos malheurs, car nous ne disposons d'aucun moyen pour nous faire entendre», a déclaré le père Thomas Achia, directeur du Centre pour les services sociaux et l'aide au développement du diocèse de Moroto, en Ouganda, dans une conversation avec l'«Aide à l'Eglise en détresse» (AED). La pauvreté en Ouganda, et surtout dans la région de Karamoya, au nord-est du pays, est inimaginable, a-t-il ajouté. «Les gens s'estiment heureux s'ils arrivent à manger une fois par jour», a-t-il expliqué.

Le père Achia raconte que le climat d'insécurité s'est accentué, en raison de la grande circulation d'armes après la guerre civile, que les gens sont victimes tous les jours de balles perdues, en plein jour et aux vues de tous, et que le vol des voitures est devenu désormais une habitude. Un membre de l'équipe du père Achia a été assassiné et la plupart des organisations d'aide n'osent plus envoyer leurs collaborateurs dans cette région.

Le père Thomas reconnaît que le gouvernement tente de désarmer les criminels, mais il déplore ses méthodes violentes. En tuant des personnes, il engendre davantage de violence, suscite la colère et la frustration du peuple. Aussi les gens préfèrent-ils se réfugier en masse dans des villages ou dans des camps de déplacés par peur de subir des attaques, explique le père Achia.

La région de Karamoya est la région la plus pauvre et la plus négligée par les autorités ougandaises qui préfèrent mettre les maigres ressources de la région à la disposition des forces armées. Le manque d'hygiène est inconcevable: dans le meilleur des cas, on compte une seule latrine pour 3000 habitants. La situation sanitaire est donc épouvantable; les services médicaux sont très insuffisants, de même que les moyens de transport vers les hôpitaux. Beaucoup meurent de maladies, comme le paludisme et le choléra. Le manque d'hygiène fait également beaucoup de victimes parmi les femmes enceintes. Sans compter le taux de mortalité des enfants et des nouveau-nés qui est lui aussi très élevé. L'espérance de vie dans cette région n'atteint pas la moyenne de 39 ans enregistrée dans le reste de l'Ouganda. Le père Achia explique en revanche que le SIDA reste contenu, dans la mesure où la population est encore très attachée aux valeurs traditionnelles, même si beaucoup pensent encore, par manque d'instruction, que cette maladie est fruit de sorcellerie.

Quant au taux d'alphabétisation, il est lui aussi beaucoup plus bas que dans le reste du pays. D'après le père Achia, 12% seulement des Ougandais savent lire et écrire. «Ce manque d'instruction empêche les gens de se pro-

jeter dans l'avenir mais surtout, il rend encore plus difficile tout type d'action dans le domaine de la paix et de la justice». «Beaucoup ne connaissent que la loi du plus fort et ignorent totalement les droits de l'homme», a-t-il ajouté.

L'Eglise gère des écoles et des programmes d'éducation visant à promouvoir l'autodéfense et la production de nouvelles ressources, tout en effectuant un travail d'éveil pour permettre un changement dans les mentalités. «On se réunit en groupes pour réfléchir sur la souffrance et penser aux mesures qu'il faudrait prendre pour améliorer la situation. Vu que seules quelques personnes savent lire et écrire, nous essayons de trouver d'autres moyens pour faire passer notre message», a-t-il précisé. L'élément le plus important est la formation des catéchistes, car ils sont en contact direct avec les familles dans les villages et peuvent exercer leur travail d'évangélisation de manière fructueuse. Cela dit, il est en même temps difficile de trouver les moyens de les aider.

Les 16 prêtres et les religieuses du diocèse, touchés eux aussi par la pauvreté, sont soumis à une forte pression psychologique. «Les prêtres, les religieuses et les catéchistes travaillent en première ligne: ce sont eux qui entendent tous les appels au secours, qui voient les gens pleurer, pensent à les consoler et essaient de leur venir en aide. On ne peut ignorer cette charge énorme qui pèse sur eux, ce contact permanent avec la souffrance humaine.»

Père Achia demande à l'opinion internationale de ne pas oublier les habitants de la région de Karamoya. «Nous avons un besoin urgent d'aide, mais presque personne n'entend notre cri car nous manquons de moyens pour nous faire entendre», a-t-il dit. «Nous ne pouvons pas nous permettre de travailler dans les moyens de communication. Nous avons eu l'occasion une fois de parler sur les ondes d'une radio privée. Cette intervention nous a coûté 350 euro, une somme astronomique pour nous.»

«Nous sommes très contents de pouvoir faire connaître aujourd'hui notre terrible situation à l'opinion publique», a-t-il conclu.

Source: www.zenit.org, 29/6/07

Groupe de travail européen



Mut zur Ethik

XV^e Congrès «Mut zur Ethik»

Peuples et cultures:
se respecter mutuellement,
s'entraider et
apprendre les uns des autres

31 août au 2 septembre 2007

Feldkirch, Autriche

Inscriptions, contact et informations:
Bureau du congrès «Mut zur Ethik»,
Case postale 756, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 79 400 51 57;
E-Mail: mze@cyberlink.ch

Source: www.zenit.org du 27/6/07

(Traduction Horizons et débats)

Mientras que no se encauce la paz, de hecho

El partido de guerra mundial tiene que capitular sin condiciones

por Karl Müller, Alemania

Imagínese que Naciones Unidas habrían nombrado a *Heinrich Himmler* encargado para la reconciliación entre judíos y alemanes, después de la Segunda Guerra Mundial... No se puede imaginar. En estos días se nombró a *Tony Blair* enviado especial del Cuarteto de Madrid (integrado por la ONU, la UE, EEUU y Rusia). *Tony Blair*, quien ha conducido las guerras en Oriente Próximo contrarias al derecho internacional y quien es responsable de cientos de miles de muertos, por lo cual hay que acusarlo como criminal de guerra.

Ruprecht Polenz, político alemán de la CDU y presidente de la comisión de asuntos exteriores del Bundestag, dijo que «era contra-productivo criticar otra vez» la decisión para Blair. Otros no lo ven así. El corresponsal de la primera cadena de televisión ARD para el Oriente Próximo, *Carsten Kühntopp*, dijo que con el nombramiento se había convertido el lobo en cordero.

¿Qué significa esa bofetada para todos los que se esfuerzan por una paz justa en el Oriente Próximo y en el mundo? Nada más que el partido de guerra mundial sigue apoyando y reforzando la guerra. Incluso aumenta las guerras con la intención de subyugar el mundo y apropiarse de sus riquezas.

Se trata de las mismas guerras, sólo con retocadas tácticas en algunos aspectos.

El senador estadounidense *Richard G. Lugar* del partido republicano, que es a saber el partido del presidente de EEUU, pronunció un discurso en el senado en el que criticó la política de su presidente en Iraq (comunicado de prensa del 25 de junio: Lugar, Senate Floor Speech, Calls for Course Change in Iraq. Connecting our Iraq Strategy to our Vital Interests. Se encuentra en la página web del senador, <http://lugar.senate.gov>). Dijo que la política actual ya no coincidía con los intereses nacionales de EEUU. Hasta este momento Lugar había apoyado la guerra en Iraq. Sin embargo no se apartó de la política de guerra mundial de EEUU. Pues, ¿qué valor tienen declaraciones como esta?

La fracción parlamentaria de la SPD en el Bundestag se reúne el 4 de julio para dis-

cutir sobre el voto en septiembre en el Bundestag sobre una prolongación del mandato en la tropa *ISAF* y *OEF* en Afganistán. Una semana antes de la reunión muchos medios alemanes publicaron la noticia de que había fuertes dudas en la SPD sobre la participación alemana en la misión militar *OEF*. El político socialdemócrata *Hans-Peter Bartels* dijo que había una tendencia de que «la mayoría de los miembros socialdemócratas del Bundestag quería sacar a los cien soldados de la tropa especial *KSK* del mandato *OEF*». Cuando Alemania ya no tuviese esa carga la fracción podría aprobar más bien la participación en el mandato *ISAF*. ¿Qué valor tiene esa declaración?

Es evidente que crece la presión para cambiar la política alemana en Afganistán. En una encuesta actual de la revista *Focus* el 61% de los ciudadanos alemanes aprobaron la retirada de los soldados alemanes de Afganistán.

El presidente *Karsai* de Afganistán, instalado por el gobierno estadounidense, criticó duramente la política de guerra de los poderes ocupantes en su país: Los de *OEF* e *ISAF* que todos los dos actualmente son comandados por la misma persona: el general de EEUU *Dan K. McNeill*.

Dijo *Karzai* que en el futuro ninguna operación militar en Afganistán podría tener lugar sin acuerdo con el mismo gobierno. Su gobierno quería cooperar con el gobierno de EEUU y la OTAN pero «eso no quiere decir que no tenga valor la vida de los Afganos.»

Karzai denunció concretos crímenes de la OTAN que bombardea pueblos sin consideración alguna de las víctimas civiles. Son diarias otras graves violaciones de los derechos humanos. La revista alemana *Focus* informó sobre métodos de tortura comunes. Por ejemplo se amenaza a los prisioneros durante los interrogatorios con arrastrarlos atados a un coche por un campo de casquijo. Se dice que incluso niños fueron maltratados por soldados.

En el voto del Bundestag en marzo la tercera parte de los diputados socialdemócratas habían rechazado el envío de avio-

nes Tornado a Afganistán. Finalmente votaron en contra de la dirección de su partido en el Bundestag. Se fortalece la presión en el SPD por el nuevo partido «Die Linke» («La izquierda») tras haberse fusionado los partidos PDS y WASG. Los resultados del nuevo partido están subiendo en encuestas, tanto es así que actualmente lo apoyan el 12% de los alemanes. Y aumenta mucho el número de sus miembros. No sólo porque tiene en su programa la política de paz como fundamento.

El SPD, por el contrario, sigue perdiendo el favor de los votantes, la gente deserta. Para la mayoría de la gente la SPD actualmente ya no tiene la identidad socialdemócrata clásica, para la paz y justicia social, sino aprueba la participación de Alemania por la guerra y la reducción de derechos sociales. No se puede decir aún si el partido decidirá finalmente un sincero cambio de rumbo. La dirección del mismo partido cuestiona solamente la misión *OEF* e ignora que la misión *ISAF* entretanto no es nada mejor y que ambas misiones engranan estrechamente. Eso plantea cuestiones críticas. Además los cien soldados alemanes de la tropa *KSK* del comando especial afiliados a la misión *OEF*, según informaciones oficiales, desde el 2005 ya no están en acción.

Anunciaron el gobierno alemán en el que participa el SPD hasta ahora, y el ministro de la Defensa *Jung*, que querían prolongar el próximo otoño todos los mandatos de soldados alemanes en Afganistán. Se anunció una «campana de información publicando los éxitos en la reconstrucción de Afganistán». Es evidente que no se trata más que de propagandas mentirosas.

No obstante, el debate muestra que la presión de los partidarios de la paz tiene éxito. A pesar de toda la propaganda y los esfuerzos de obligar a los medios de defender una sola línea política, la verdad llega al público. Los resultados de las encuestas son muy claras. Desde hace mucho tiempo una gran mayoría de los alemanes rechazan todas las acciones militares de Alemania, también aquella en Afganistán.

Pero hay que reforzar la presión sobre el partido de guerra mundial. Si no, el partido de guerra tratará de calmarnos con retocados tácticos.

El partido de la paz tiene que exigir una capitulación del partido de guerra mundial sin condiciones.

Esto exige perseverancia. Cuanto más grandes sean los crímenes del partido de guerra mundial, más mentiras y trucos habrá. La falta de escrúpulos es enorme.

Una campaña propagandística la habían fortalecido *Hitler* y *Goebbels* después de Stalingrado («¿Queréis la guerra total?»). Después habían continuado la guerra casi dos años y medio hasta la llamada «victoria final», que robó la vida de millones de personas. ¿No se había perdido la guerra de Vietnam ya unos años antes de que las tropas estadounidenses salieron de un país destruido? El partido de guerra mundial, y sobre todo los criminales de guerra entre ellos, se verán responsables después de un cauzamiento para la paz.

Todavía son terribles las medidas de presión del partido de guerra. Pero lo son solamente mientras que hay personas que sirven al partido de guerra. Y mientras que el pueblo se deja distraer de las realidades de la guerra.

En Alemania hay experiencias con eso: Era una de las tareas más importantes del Ministerio de propaganda del Tercer Reich, condenar el enemigo por una parte, y por la otra distraer de la guerra e informar únicamente los éxitos. Hoy es casi el mismo principio, pero el partido de guerra alemán usa métodos más pífidos – por un lado fomenta el miedo de supuestos peligros de terror, por el otro se publican unísonos gritos de júbilo sobre *Angela Merkel* y su política y se maquillan las estadísticas del paro. Todo se hace con la misma mentira de que todo pasa en el nombre del derecho y de la libertad, del bienestar y de la democracia. El partido de la guerra mundial aún no se ha rendido de ninguna manera y tiene planes oscuros. *El nombramiento de Tony Blair es otro presagio.*

(Traducción *Horizons et débats*)

La ONU tiene que ocuparse de las violaciones de los derechos humanos en Iraq

Carta a Louise Arbour, Alta Comisionada de Derechos Humanos de Naciones Unidas

Mme Louise Arbour
Haut Commissaire des Nations Unies
pour les droits de l'homme
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse

Müllheim/Nueva York, 20 de junio de 2007

Estimada Sra. Arbour:

Como ex Coordinadores de Naciones Unidas (NNUU) para Iraq, nos ponemos en contacto con usted para que tome las medidas necesarias en respuesta a la percepción generalizada del fracaso de NNUU respecto al cumplimiento del mandato sobre Derechos Humanos en Iraq.

Las muchas voces preocupadas por la ausencia, durante tantos años, de un Enviado especial de Derechos Humanos en Iraq, nos han animado a escribir esta carta. La Comisión de Derechos Humanos de NNUU no ha renovado el nombramiento del Dr. Andreas Mavromatis después de que éste enviara su informe [sobre la situación de los Derechos Humanos] el 19 de marzo de 2004. Ni la Comisión (o Comité) de Derechos Humanos de NNUU ni el Consejo de Seguridad (CS) de NNUU han considerado que haya una razón de peso para incluir los Derechos Humanos en Iraq dentro de sus planes de trabajo. Los informes sobre Derechos Humanos de la UNAMI, pese a la importancia que tienen, no pueden considerarse el cumplimiento adecuado del mandato de NNUU sobre los Derechos Humanos. Iraq es un país completamente sumido en las violaciones de los Derechos Humanos —de lo que somos testigos a diario— cometidas por sujetos tanto del interior como del exterior.

De hecho, la historia del seguimiento de NNUU sobre el cumplimiento de los Derechos Humanos en Iraq revela negligencia y una grave parcialidad. Durante los años de las san-

ciones (de 1990 a 2003), el mandato de NNUU en relación a los Derechos Humanos constituyó una injustificable y tendenciosa evaluación de la situación en Iraq al respecto. Max van der Stoep, para su propio desprestigio, asumió los sesgados términos establecidos sin ninguna objeción. Su supervisión se limitó a revisar las acusaciones sobre las violaciones de los Derechos Humanos perpetradas por el [deputado] gobierno de Iraq. Andreas Mavromatis tuvo el valor de protestar y referirse a la política internacional de sanciones [económicas mantenidas por el CS de NNUU desde 1990] como una causa fundamental de las violaciones de los Derechos Humanos de la población de Iraq.

En junio de 2000, el catedrático Marc Bossuyt, actualmente juez del Tribunal de Arbitraje belga, transmitió a la Comisión de Derechos Humanos de NNUU su profunda preocupación sobre la legalidad de la política del CS de NNUU para Iraq: «[...] El régimen de sanciones impuesto a Iraq es inequívocamente ilegal a la luz de la vigente legislación humanitaria internacional y de la legislación sobre Derechos Humanos. En aquel momento, no se produjo respuesta alguna a esas graves observaciones, ni de la Comisión de Derechos Humanos de NNUU ni de cualquier otro organismo de NNUU.

Tarde y a su pesar, su predecesor mantuvo una postura crítica pero muy cautelosa sobre el papel de NNUU en Iraq. Ni la Comisión de Derechos Humanos de NNUU ni la Oficina del Alto Comisionado para los Derechos Humanos de NNUU ni la vicesecretaria general de NNUU, Louise Frechett, encargada de la Comisión de Política de Iraq en Nueva York, no estuvieron a la altura de sus respectivas responsabilidades.

Como usted debe saber, nosotros decidimos dimitir de nuestros puestos de Coordi-

nadores Humanitarios de NNUU por la imposibilidad de seguir aceptando que nuestra organización hubiera decidido asumir una postura interesada y en la línea dura respecto a las sanciones que castigaron, primero y fundamentalmente, a inocentes. El daño incommensurable que la política viciada de NNUU sobre Iraq ha infligido a la sociedad iraquí es mucho mejor conocida ahora que en aquel momento. No obstante, este conocimiento sólo es accesible de forma limitada a través de las fuentes de NNUU, aunque es de dominio público gracias a la implacable labor de investigación de la sociedad civil. Como antiguos funcionarios de NNUU, esto nos resulta francamente inquietante.

Lo que nos impulsa a escribir esta carta es nuestra profunda preocupación de que, hasta la fecha, ni el CS de NNUU ni la Comisión de Derechos Humanos de NNUU han considerado su obligación de aceptar su responsabilidad y llevar a cabo un estudio de la situación producida respecto a los Derechos Humanos durante los 13 años de sanciones. El papel que NNUU ha desempeñado durante todo este período se debe hacer público. Debido a que la infraestructura de Iraq sigue destruida —lo que constituye una negligencia penal de las potencias ocupantes—, el impacto de las sanciones se sigue sintiendo. De igual manera, estamos igualmente preocupados porque la Comisión de Derechos Humanos no haya logrado propiciar un debate sobre las atroces violaciones de los Derechos Humanos en Iraq bajo la ocupación.

Consideramos que es un derecho importante de la sociedad exigir tanto una evaluación como un debate sobre este asunto. Asimismo, sería primordial para la gestión futura de crisis semejantes, puesto que nosotros lo hemos visto y vivido de primera mano en Iraq.

Igualmente fundamental sería asegurar a la comunidad internacional que se exigirán responsabilidades a todos aquellos que hayan desempeñado un papel determinante en el destino de un pueblo, y no sólo a su gobierno.

Esperamos que usted, como Alta Comisionada de Derechos Humanos y una persona que se ha pronunciado con valentía sobre Iraq y sobre otros asuntos de Derechos Humanos, presione tanto al Comité de Derechos Humanos de NNUU como al CS de NNUU para los organismos más relevantes de NNUU incluyan los Derechos Humanos en Iraq en sus asuntos a tratar. El hecho de que desde la invasión [de Iraq de 2003] probablemente hayan muerto cerca de un millón de iraquíes, que cuatro millones o más se hayan convertido en desplazados o refugiados, que toda la infraestructura socioeconómica se haya derrumbado y que toda la nación esté traumatizada podrían ser razones suficientes para una implicación inmediata y urgente de NNUU.

Una declaración expresando su postura sobre la realidad en Iraq tendría, indudablemente, un impacto político significativo y tranquilizaría a todos aquellos que en el mundo la consideran a usted la defensora de la supremacía de los Derechos Humanos para la humanidad.

Reciba nuestros mejores deseos para su trascendental trabajo. Saludos cordiales.

Hans von Sponeck, Denis J. Halliday

Hans von Sponeck (coordinador humanitario de Naciones Unidas en Iraq de 1998 a 2000)

Denis J. Halliday (coordinador humanitario de Naciones Unidas en Iraq de 1997 a 1998)

(Traducido del inglés para IraqSolidaridad por

Paloma Valverde)

L'eau – un droit humain et plus encore

par Rosmarie Bär, Berne

hd. Le texte ci-dessous est une des quatre contributions présentées lors du colloque «L'eau et l'avenir de l'humanité» du 8 juin 2007 à l'université de Zurich. L'organisateur était le Forum «Suisse humanitaire», présidé par Franz Blankart et Albert A. Stahel.

L'auteur, Rosmarie Bär, collaboratrice d'Alliance Sud dans le domaine de la politique du développement est responsable de tout ce qui concerne le développement durable, l'eau et l'égalité des sexes. Alliance Sud est un groupe de travail pour la politique du développement, fondée en 1971 par les 6 grandes œuvres humanitaires de Suisse, Swissaid, Action de Carême, Pain pour le Prochain, Helvétas, Caritas et EPER. Avec son travail, Alliance Sud veut influencer la politique de la Suisse en faveur des personnes pauvres et opprimées de ce monde. Roland Schertenleib, ingénieur diplômé de EPFZ, membre du EAWAG (Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux), Dübendorf, à parlé du thème «La situation mondiale de l'eau – une vue d'ensemble»; Urs Luterbacher, Graduate Institute of International Studies, Genève, a traité le sujet «Analyzing Unequal Relations in Access to Water: Upstream and Downstream Relationships in the Middle East and Central Asia»; et Thomas Zeller, spécialiste de l'eau à la Direction pour le Développement et la Coopération (DDC) a parlé sur le thème «L'eau pour tous – un défi pour la coopération au développement. Stratégie et actions de la DDC».

Vous trouvez toutes les conférences sur le site du Forum «Suisse Humanitaire» sous www.fhch.ch

L'eau est la source de toute vie. Cette vérité indéniable doit être au début d'une conférence qui s'occupe sérieusement du thème «L'eau et l'avenir de l'humanité». L'eau est un bien unique. L'accès à l'eau décide de la vie ou de la mort. Sans eau la planète Terre serait une planète morte. Et l'eau – c'est ce dont nous devons toujours nous rendre compte – ne peut être remplacée par quelque chose d'autre.

Les ressources deviennent rares

Là où l'eau manque, la faim, la pauvreté et les maladies augmentent, les déserts s'étendent, les jardins dessèchent, les gens doivent s'enfuir. Des émeutes sociales, des tensions et des conflits sont les conséquences de la concurrence qui s'aggrave autour de ce bien rare. Quand on thématise la pénurie des ressources, c'est l'eau qui vient en premier lieu. Celui qui a l'eau, a le pouvoir.

Des ressources qui se raréfient et la dégradation de l'environnement font sans doute partie des défis de la politique de sécurité de l'avenir. Le changement climatique global fait croître ce défi de jour en jour. Car dans beaucoup de régions du monde la situation de l'eau s'aggravera de manière dramatique à cause du changement du climat et par conséquent également la situation alimentaire s'aggravera. Déjà aujourd'hui 850 millions de personnes dans le monde entier souffrent de faim. L'augmentation de la sécheresse, de la dégradation des sols et la pénurie croissante de l'eau en combinaison avec les institutions instables, la croissance démographique et la pauvreté conduisent à la migration due à la dégradation de l'environnement. Deux gros titres récents des journaux en sont la preuve: «Le Pérou et la Bolivie dépendent économiquement de l'eau de la cordillère des Andes. La fonte des glaciers a atteint une vitesse record, à Lima l'eau potable est déjà rare.» Et l'autre: «Fonte des glaciers, sécheresse, salinisation, font fuir les plus pauvres.»

Celui qui utilise l'eau comme une arme viole le droit international

Autrement dit: à l'avenir, la politique du développement doit être comprise plus fortement comme une politique de sécurité préventive. La politique du climat et de l'énergie sont les instruments les plus importants de la prévention de crises et du maintien de la paix. L'attribution du Prix Nobel de la Paix 2004 à la protectrice de l'environnement kenyane, Wangari Maathai, y a rendu attentif le public mondial: «Nous avons ajouté une nouvelle dimension à la paix», a constaté le président du



Pour des millions de femmes, chercher de l'eau est un dur travail quotidien. Dans le Sud, les femmes doivent consacrer une grande partie de leur temps à chercher de l'eau. (photo WHO/P. Viro)

comité du Prix Nobel dans sa laudatio. «La paix dans le monde dépend du maintien de l'environnement.»

«Où l'eau finit, le monde prend fin», dit un proverbe de l'Ouzbékistan. Cette vérité se reflète aussi bien dans le droit humanitaire que dans les priorités de l'aide humanitaire. Le droit humanitaire doit protéger avant tout la population civile lors de conflits armés. Pour la survie des personnes protégées les conditions de l'existence doivent être assurées. L'eau en fait partie. Quatre normes d'interdiction du droit humanitaire (Convention IV de Genève, Convention IV de la Haye) protègent la base vitale, l'eau:

1. Il est interdit d'empoisonner l'eau.
2. La destruction ou l'enlèvement de la propriété ennemie est interdit. Cette norme est valable indépendamment du fait que l'eau est une propriété publique ou privée.
3. Les biens indispensables à la survie de la population civile, telles que les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, sont protégés. (art. 54, al. 2, du Protocole additionnel I)
4. Les installations contenant des forces dangereuses, à savoir les barrages, les digues et les centrales nucléaires ne seront pas l'objet d'attaques. (art. 56 du Protocole additionnel I et art. 15 du Protocole additionnel II)

Celui qui utilise l'eau comme une arme ou qui met en jeu l'existence d'un Etat en détériorant sans gêne ses eaux agit contre le droit international.

Nous savons tous que l'eau a depuis toujours été utilisée pour mener la guerre et que – malgré le droit international – cela se fait toujours. Ainsi, par exemple au 17^e siècle, les Hollandais ont provoqué une inondation pour arrêter l'avancée de l'armée française. Pendant la Première Guerre mondiale, les Belges ont ouvert les digues lorsque l'armée allemande a envahi le pays. En 1938, les Chinois ont fait sauter une digue du fleuve Jaune pour empêcher l'avancée des Japonais. Quand en 1503 les villes de Florence et de Pise ont fait la guerre, Leonardo da Vinci et Niccolò Machiavelli ont conçu le plan de détourner le fleuve d'Arno de Pise pour assécher la ville.

Lors des guerres en ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Tchétchénie – pour ne citer que quelques exemples actuels et du passé récent – des centres de distribution d'eau ont souvent été détruits de manière ciblée, des canaux et des digues ont été bombardés.

Des conflits autour de l'eau sont souvent d'une grande portée et durent longtemps. L'exemple le plus récent dans lequel notre pays est impliqué est le barrage d'Ilisu au bord du Tigre en Turquie. Il sera construit

entre autres «grâce» à une garantie contre les risques à l'exportation de la Suisse. L'approvisionnement en eau en Syrie et en Irak sera sensiblement touché par ce projet. En Turquie, plus de 100 000 personnes devront être déplacées de force et l'un des sites archéologiques les plus anciens de l'humanité, la petite ville de Hasankeyf, sera noyée dans le réservoir du barrage.

«Pas d'eau – pas d'avenir»

Le CICR, le Corps suisse d'aide humanitaire et les œuvres humanitaires commencent très souvent leurs interventions par l'approvisionnement en eau potable de la population civile concernée et par la réparation des systèmes d'approvisionnement. Que cela soit après des destructions de guerre, ou après une catastrophe naturelle comme le Tsunami ou, comme la semaine passée, lorsqu'il fallait tout d'abord ravitailler en eau les 20 000 personnes dans le camp de réfugiés palestiniens de Nahr al-Bared. Pour cela il fallait 25 000 litres d'eau.

Avoir suffisamment d'eau propre pour tous les hommes de cette terre – pas «seulement» dans le camp de réfugiés –, c'est une des tâches les plus importantes à laquelle la communauté internationale se voit confrontée dans ce siècle. Ou, comme Kofi Annan l'a formulé encore une fois avec insistance peu avant sa démission comme Secrétaire général de l'ONU: «La crise universelle de l'eau est devenue le grand défi pour la communauté internationale». Le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a ajouté: «La crise de l'eau douce a les mêmes dimensions et le même potentiel de menace que le changement du climat.» En d'autres termes: l'eau est devenue pour l'humanité la question cruciale. «Pas d'eau – pas d'avenir», c'est la conclusion de Kofi Annan. C'est ce qu'exprime également le titre de ce colloque.

Par conséquent, le Rapport mondial sur le développement humain 2006 sur le développement humain est dédié au thème de l'eau. Il est intitulé: Au-delà de la pénurie: pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau.

On y trouve la phrase suivante: «Le mot «crise» est parfois abusé dans le domaine du développement». Et, plus loin il est écrit qu'«en ce qui concerne l'eau, la connaissance est de plus en plus acceptée que le monde se trouve à la veille d'une crise qui – sans contre-mesures – déboussolera les progrès en direction des objectifs du Millénaire pour le développement et entravera l'évolution humaine. Aucun acte terroriste et aucune guerre n'a des conséquences aussi dévastatrices que la crise dans l'approvisionnement en eau et en aide sanitaire.»

Comme premier objectif du Millénaire, la communauté internationale s'est engagée à diminuer de 50% – jusqu'en 2015 – le nombre de personnes qui vivent dans la plus grande pauvreté, le nombre des affamés et le nombre des personnes sans accès à l'eau et aux installations sanitaires minimales. C'est un fait incontesté que sans atteindre l'objectif de l'eau, les autres objectifs du Millénaire ne peuvent pas non plus être atteints. Être pauvre veut aussi dire être pauvre en eau, veut dire l'accès manquant aux ressources naturelles. Pas d'eau propre veut dire haute mortalité infantile. D'après le Fonds des Nations Unies pour l'enfance UNICEF chaque année 1,8 millions d'enfants meurent à cause de maladies dues à l'eau.

Les femmes – porteuses d'eau de ce monde

L'égalité des sexes et la formation de base pour les filles, deux objectifs de développement importants, ne peuvent être atteints que par une nouvelle politique de l'eau. Les femmes sont les porteuses d'eau de ce monde. Pour des millions de femmes, chercher de l'eau est un dur travail quotidien. Dans le Sud, les femmes doivent consacrer une grande partie de leur temps à chercher de l'eau. Lors des marches à pied pendant des heures, elles continuent jour après jour 40 à 60 litres vers leur foyer pour leur famille. Des problèmes chroniques de santé sont le résultat de ce fardeau. Elles passent des heures devant les fontaines dans la file d'attente. Souvent elles partent encore dans la nuit pour raccourcir le temps d'attente. Une journée de travail des femmes dans ces pays au sud du Sahara dure 17 heures. L'école et la formation et avec cela le développement et l'autonomie économique n'ont pas de place après un tel tour de force d'énergie et de temps.

S'y ajoute que l'argent pour le développement, aussi bien que les investissements privés n'arrivent que très peu là où l'eau rare doit être apportée dans des bidons. La plus grande partie des personnes sans accès à l'eau potable propre vivent soit à la campagne, soit dans les bidonvilles urbains.

L'œuvre d'aide humanitaire allemande «Brot für die Welt» (Pain pour le monde) écrit dans une étude: La moindre aide reçoit ceux qui ont le moins d'eau propre». En Afrique, au sud du Sahara où il y a la plus grande misère, ne coulent ni argent ni eau.

L'aide au développement – la campagne du «0,7% – ensemble contre la pauvreté»

Les déficits d'approvisionnement en eau et en installations sanitaires causent en Afrique des coûts d'économie nationale de plus de 28 milliards de dollars par année – plus que ce que le continent a reçu pour le développement en 2003. Déjà aujourd'hui, beaucoup d'Etats africains doivent être désignés comme des «économies de tension par manque d'eau». Ils dépendent de l'exploitation des gisements d'eau en dehors de leur territoire national pour couvrir leurs besoins. La dépendance de livraisons d'eau externes est aujourd'hui un indicateur pour la fragilité d'un pays.

D'après les indications du Rapport sur le développement humain, les coûts globaux supplémentaires pour atteindre l'objectif du Millénaire dans l'approvisionnement en eau et en installations sanitaires, s'élèvent à environ 10 milliards de dollars par an. Cette somme représente moins que ce que le monde dépense pour des buts militaires en 5 jours! En Europe et aux Etats-Unis, on dépense en un an plus d'argent pour la nourriture des chats et des chiens qu'il n'en faudrait pour permettre à tous les hommes d'avoir accès à l'eau potable propre.

Il faut sans doute, pour les années à venir, que plus d'argent afflue dans l'approvisionnement en eau et pour les installations sanitaires. Les gouvernements des pays en voie de développement devraient y investir au moins un pour cent de leur produit intérieur brut, aujourd'hui, en moyenne, c'est à peu près seulement la moitié. Les efforts des pays en voie de développement devraient être soutenus par des moyens supplémentaires de la

«L'eau – un droit humain et plus encore» suite de la page 10

coopération du développement. Bien que toutes les agences du développement soulignent l'immense importance de l'eau, ce sont seulement 5% de l'argent pour le développement qui sont versés dans ce domaine. En 1997, c'était encore 7%. En l'an 2000, lorsque les objectifs du Millénaire ont été décidés, les pays riches ont promis d'augmenter l'aide au développement à 0,7% du produit intérieur brut. La Suisse stagne à 0,4%. C'est pour cette raison qu'Alliance Sud lance – ensemble avec 60 autres organisations – une campagne de 0,7%. La Suisse doit également fournir sa contribution pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

La politique de l'eau, c'est la politique des droits de l'homme

C'est clair: la crise de l'eau n'est pas en premier lieu une tâche pour des planificateurs et pour des ingénieurs. On ne peut pas simplement l'affronter par des mesures techniques, avec plus d'efficacité et avec un élargissement des capacités, tout aussi peu que par des recettes idéologiques telles que la libéralisation et la privatisation des approvisionnements en eau. Ce remède a été prescrit aux pays en voie de développement depuis les années 90, avant tout par la Banque mondiale et par le Fond Monétaire International comme voie pour sortir de la crise de l'eau. Elle n'a pas conduit à la guérison. Au contraire, elle a aggravé la crise en beaucoup d'endroits.

L'eau a besoin du primat de la politique. Il faut ce qu'on appelle aujourd'hui «Good Governance». Good Governance a besoin de bases juridiques qui se fondent sur des droits universellement reconnus. Il faut surtout la volonté politique d'agir. En 2003, le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau «Water for people – Water for Life» a clairement nommé les causes principales de la crise d'eau universelle: «En vue de l'inaction de la politique, l'eau devient rare dans beaucoup de régions du monde dans une ampleur insoupçonnée jusqu'à présent.»

Il ne s'agit là pas seulement d'une politique de développement classique. La politique de l'eau est tout aussi bien une politique des finances, de l'agriculture, du commerce et de l'économie, de l'énergie et de l'environnement, une politique sociale, de santé et d'égalité. Avant tout, la politique de l'eau est une politique des droits de l'homme.

Achim Steiner, le nouveau directeur du programme de l'environnement de l'ONU, PNUE, a déclaré sans équivoque: «Si nous ne nous engageons pas solidairement là où l'eau manque, il y aura des catastrophes ces prochaines années. Le nombre de personnes qui s'enfuient à cause d'une pénurie d'eau augmentera et des groupes de populations entières pourraient être déplacés.» Il y a un an, lors du 4^e Forum mondial de l'eau à Mexico City, Steiner a formulé une exigence claire: Le droit fondamental à l'eau doit être fixé dans une loi. La conférence des ministres du Forum a cependant refusé d'introduire cette exigence dans la déclaration finale, comme

c'était déjà le cas lors du Forum mondial de l'eau 2003 à Kyoto au Japon.

Le droit à l'eau

«L'accès à l'eau est un droit fondamental de l'homme», écrit le PNUE. Or, pour 1,1 milliards de personnes, avoir l'eau qui suffise pour la survie, qui soit propre, acceptable et d'un prix abordable est tout au plus un espoir pour l'avenir et non pas une réalité du présent.

Le thème de l'«eau» n'a longtemps – trop longtemps – été qu'un thème accessoire dans les débats des droits de l'homme. Le droit à l'eau comme droit humain ne s'est fait connaître publiquement que ces dernières années – cela avant tout grâce au mouvement international des ONG dans le Nord et dans le Sud, qui s'est engagé pour cette cause. Ce mouvement a vu le jour en Amérique latine. Dans diverses grandes villes latino-américaines il y a eu des protestations contre les conséquences sociales de la privatisation de l'approvisionnement en eau, initiée et financée par la Banque mondiale.

Le droit à l'eau est un droit social. Les droits sociaux ont volontiers été traités en second rang en comparaison avec les droits civils. La société civile mondiale a réussi à mobiliser pour son travail de résistance les droits économiques, sociaux et culturels comme instrument efficace. Avec cela, elle thématise les problèmes autour de la marginalisation sociale, la discrimination ainsi que les questions de pauvreté et de développement. Ce qui leur a ouvert des perspectives et les a soutenus dans leur engagement, c'était le commentaire no 15 au sujet du droit à l'eau qui avait été rédigé fin 2002 par la commission de l'ONU pour les droits économiques, sociaux et culturels du *Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc)*. La commission constate que le droit à l'eau est la condition nécessaire pour la réalisation de tous les autres droits de l'homme et pour une vie en dignité. L'eau devait être traitée comme un bien culturel et social et non pas en premier lieu comme un bien économique. La commission se prononce clairement contre la commercialisation et économisation, par lesquelles l'eau serait dégradée en un produit de commerce ordinaire. Dans l'introduction, la commission écrit: «L'eau est une matière première limitée et un bien public fondamental pour la vie et la santé. Le droit humain à l'eau est inéluctable si les hommes veulent vivre en dignité. C'est une condition de base pour la réalisation des autres droits de l'homme.»

Le Rapport de l'ONU sur le développement humain intervient dans le même sens et écrit: «Pour atteindre une vraie importance, ce droit humain doit apporter un droit à un approvisionnement en eau sûr, disponible et abordable.» C'est une exigence décisive. Le commentaire 15 représente un pas important dans la bonne direction. Il ne signifie cependant ni une reconnaissance par des Etats, ni par l'ONU en tant qu'organisation mondiale.

Avoir droit à l'eau transformerait les solliciteurs en personnes ayant des droits légitimes, transformerait la bienfaisance en un accomplissement d'un devoir et en justice. L'eau ne doit pas couler goutte à goutte comme aumône mais comme un droit. Le droit international exige aujourd'hui la justice aussi pour l'individu. Or, ce n'est pas une prophétie qui se réalise par elle-même. Il faut espérer que les acteurs politiques en prendront conscience et passeront à l'acte afin de trouver une résolution coopérative du problème.

Utilisation plus efficace de l'eau dans l'agriculture

Le droit humain à l'eau a une limitation importante. Il se réfère uniquement à l'accès à l'eau potable pour l'usage personnel et ménager. L'eau pour l'environnement, pour le système écologique et pour l'agriculture n'y est pas incluse.

D'autant plus nous devons faire une brève incursion dans le domaine de l'agriculture. Nous ne pouvons pas discuter de la crise de l'eau sans parler de l'agriculture. Dans le monde entier – avant tout dans les pays du Sud – l'agriculture n'est pas seulement la source principale de l'alimentation, elle est aussi la plus grande consommatrice d'eau. Plus de 70% – dans les pays en voie de développement plus de 80% – de l'eau utilisée par les hommes coulent dans la production

de la nourriture. Déjà aujourd'hui, 40% de la production mondiale de l'alimentation sont basés sur l'irrigation artificielle.

Or, la plus grande partie des produits de l'agriculture à l'irrigation n'est pas à disposition de l'alimentation de la population indigène. Ce qui est irrigué, ce sont avant tout les monocultures pour l'exportation telles que le coton, le soja, des fruits et des légumes et des plantations de fleurs. Depuis peu s'y ajoute dans beaucoup de pays les carburants bio. Leur culture connaît un boom. Des monocultures gigantesques de canne à sucre, de soja, de palmiers à huile, de maïs servent à produire du bioéthanol et du diesel pour nos automobiles, chez nous applaudis comme contribution à la protection du climat. Pour que nous puissions continuer à rouler en voiture et ceci sans mauvaise conscience. En réalité, il faut pour 1 litre de bioéthanol environ 5000 litres d'eau. Le chef de Nestlé, Peter Brabeck appelle cela une «folie écologique». (Pour une fois je suis d'accord avec lui.) «Rouler dans le Nord – avoir faim dans le Sud», ce n'est pas une formule pour l'avenir.

L'agriculture à l'irrigation signifie souvent de l'inefficacité. 60% de l'eau n'arrive jamais jusqu'aux plantes. Dans de grandes profondeurs, la nappe phréatique fossile qui ne se régénère plus est exploitée. De cette manière par exemple, l'Arabie saoudite a planté du blé dans le désert. Le nombre de régions augmente dans lesquelles on puise plus d'eau que ce qui se remplit de nouveau. Avec cela, la spirale famine – pauvreté – migration monte de plus en plus. Pour arrêter ce développement il faudra de nouveau investir dans le développement des campagnes et dans l'agriculture des petits paysans avec des technologies d'irrigation adaptées. Des droits d'eau assurés pour les paysans y sont nécessaires. Sans protection juridique, l'eau – quand elle devient rare – coule vers les puissants. Les faibles restent les mains vides.

L'agriculture intensive provoque aussi des conflits d'eau dans la politique intérieure, pas seulement dans les pays en voie de développement. Ainsi, des centaines de milliers d'Espagnols ont manifesté contre la construction d'un réseau interurbain gigantesque avec lequel leur eau devrait être conduite du fleuve Ebro dans le nord du pays jusqu'en Andalousie, très éloignée. Là, elle sera utilisée pour l'agriculture intensive qui produit par exemple les tomates et les concombres qui sont vendues chez nous en décembre. Les travailleurs et les travailleuses dans ces plantations ont migré pour la plupart du Maroc. Ils ont vécu chez eux dans la pauvreté et sans perspective, souvent à cause du manque d'eau dans leur patrie. En Andalousie ils sont logés dans des cabanes miteuses sans prises d'eau. C'est ce qu'on appelle un cercle vicieux.

Alliance Sud exige une Convention internationale de l'eau

Comment pouvons-nous sortir de ce cercle vicieux? Il y a exactement 15 ans, en juin 1992, lors du sommet de Rio, la communauté internationale s'est obligée à prendre le chemin du développement durable. Avec une unanimité rare, les chefs d'Etats et de gouvernements ont retenu à l'époque: «La seule voie qui nous accordera un avenir prospère et sûr, est d'aborder équitablement et en commun les questions de l'environnement et du développement. Nous devons satisfaire les besoins de base humains, améliorer le standard de vie de tous les êtres humains, protéger et gérer de manière efficace les systèmes écologiques. Aucune nation ne peut assurer seule son avenir; mais ensemble c'est possible – dans un partenariat mondial pour un développement durable.»

Cinq grands problèmes globaux de longue durée ont été nommés, qui devaient être résolus ensemble, car l'avenir de l'humanité en dépend:

1. le changement du climat
2. la perte de la biodiversité
3. la perte du sol fertile
4. la pollution et la raréfaction des réserves d'eau douce
5. le déboisement des forêts

On a été aussi d'accord que le développement durable a besoin de fiabilité. D'accord également pour que l'ONU doive créer des bases juridiques pour une politique intérieure mondiale durable. Comme élément central du concept du développement durable, la poli-

tique de l'environnement devient de plus en plus une tâche à large échelle avec un rapport immédiat avec la lutte contre la pauvreté, la prévention de conflits et pour le maintien de la paix. Grâce à cette prise de conscience

- le changement du climat a mené à la *Convention cadre du climat* et au *Protocole de Kyoto* (Le climat est comme un «Bien commun de l'humanité» ancré dans la Convention du climat.)
- la perte de la biodiversité à la *Convention de Biodiversité* et au *Protocole de Cartagena*
- l'érosion du sol et la perte de la fertilité du sol ont mené à la Convention contre la formation de déserts, la *Convention de la Désertification*
- le déboisement des forêts a mené à la fondation du *Forum des forêts de l'ONU*. Dans ce domaine on comprend de plus en plus qu'il faut pour la protection des forêts un *protocole supplémentaire* à la Convention de Biodiversité ou bien une Convention des forêts.

Seule l'eau, la base de toute vie, se trouve jusqu'aujourd'hui sans protection universelle et autonome du droit international. Ceci est en contradiction avec l'*Agenda 21* de Rio, dans lequel l'eau prend une importance extraordinaire sur la voie du développement durable: «C'est seulement une distribution juste et loyale entre les divers groupes d'utilisateurs, entre divers Etats et entre l'homme et la nature qui sera valable pour l'avenir.»

Cela veut dire: Nous devons nous soucier du circuit entier de l'eau, protéger le circuit entier de l'eau. Sans eau pour le système écologique, pour la nature, sans protection de la nappe phréatique et des sources, il ne peut y avoir de l'eau potable pour les hommes, le droit de l'homme à l'eau ne peut se réaliser.

C'est pourquoi, nous de l'Alliance Sud, nous exigeons déjà depuis un certain temps – ensemble avec le réseau international des ONG «Friends of the Right to Water» (Amis du droit à l'eau) – une convention internationale de l'eau. L'eau a besoin d'un nouveau contrat du droit international qui rassemble les droits au développement, de l'environnement et les droits de l'homme et qui protège l'eau comme un bien commun de l'humanité et permet la justice de distribution entre les divers utilisateurs. Une convention internationale de l'eau mettrait un instrument dans les mains des personnes dans les différents pays pour exiger le droit à l'eau au niveau national et local ainsi que la participation démocratique et la participation aux décisions dans la politique de l'eau.

Alliance Sud a été soutenue dans son exigence d'une convention de l'eau par une expertise juridique qui avait été commandée en 2001 par le gouvernement suisse (Département fédéral des Affaires étrangères, DFAE, section droits de l'homme). L'auteur, *Juliane Kokott* (Université de St.Gall), y tire la conclusion suivante: «Le temps est mûr pour une codification universelle de la matière d'eau douce. Seul un comportement durable à l'égard de cette ressource est à la longue capable de promouvoir – aussi pour les générations futures – le droit humain de tous à l'eau potable. Cela demande une prise en compte des aspects des droits de l'homme ainsi que des aspects de la protection de l'eau douce dans le même instrument.»

Conclusion

L'eau a besoin d'action politique. L'eau comme base de toute vie demande une éthique de l'action qui soit la base du développement durable. Une politique responsable de l'eau doit être marquée des principes de la prévoyance et du respect, et de la pensée de la justice et de la solidarité. Avec une convention de l'eau, on n'ouvrirait pas les portes du paradis. Mais elle serait certainement une contribution à la protection de nos bases de vie, à une vie digne de tous les hommes sur terre et surtout des générations à venir. Sans eau, l'humanité reste sans avenir. La planète bleue, la Terre, vit de l'eau.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ *Zur Notwendigkeit einer Internationalen Wasser-rahmenkonvention oder Weltwassercharta, unter besonderer Berücksichtigung menschenrechtlicher und ökologischer Aspekte* par Juliane Kokott, professeur pour le droit international, le droit international économique et le droit européen à l'université de St.Gall (2001).

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de titres entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«La paix est possible – l'institution de la guerre doit être supprimée»

Sermon prononcé lors d'un «office religieux en plein air» à Ansbach

par Hansjörg Meyer, Ansbach

Michée 4, 3-4

Chers Hommes de Paix,

C'est la vision d'un monde sans guerre – pas seulement un rêve romantique quelconque! «Car la bouche de l'Éternel Zebaoth a parlé.» Cela veut dire que cela vient ou – mieux – que cela est en train de venir. Et que nous en faisons partie. Il ne nous est pas promis ici un pays de cocagne dans lequel les colombes de la paix rôties nous voleraient directement dans la bouche. Il ne suffit pas d'ouvrir la bouche. Un but est fixé à chaque être pour sa vie ici-bas, qu'il ne peut pas, en fait, refuser!

«Vivre sous sa tonnelle de vin, personne ne les effraiera (terrorisera)», n'est-ce pas magnifique? Des conflits d'intérêts résolus sans terreur ni violence, ce serait l'idéal. La vision prophétique veut nous mettre dans la réalité, pas en tant que spectateur mais en tant que coacteur.

Elle veut laver les cerveaux obscurcis. Beaucoup de cerveaux sont obscurcis par la guerre.

– «On ne peut rien faire.»

– «Eux, là-haut, ils font de toute façon ce qu'ils veulent.»

– «Il y aura toujours des guerres.»

– «C'est seulement si nous sommes plus forts que les autres que nous pouvons tenir bon.»

– «En quoi cela me regarde-t-il si l'armée américaine s'entraîne à Katterbach pour la guerre en Irak?»

Il y a beaucoup de brouillard dans les cerveaux! La peur des méchants en est le fondement. La peur justifie la guerre, pousse à la guerre: la peur de perdre le pouvoir, la peur de perdre les ressources de cette terre. Si des rêves de domination mondiale s'ajoutent à cette peur, alors surgit la vision effrayante d'un monde d'oppression et de pillage. Alors, on dit: «Ta vigne est ma vigne, tes figes sont mes figes.» Et quand le tout se laisse justifier par un abus égoïste de la religion, alors le cerveau et l'âme s'assombrissent. Les conséquences sont connues.

Parfois, ces ténèbres poussent au découragement. Alors, on croit que des parasites minuscules se sont incrustés dans les cerveaux des êtres humains, les forçant inéluctablement à un acte absolument irraisonnable. Vous connaissez l'histoire de la larve de la sangsue du foie qui émigre dans la fourmi

et l'oblige la nuit, contre toute nature, d'aller sur une tige d'herbe où le pauvre insecte doit s'accrocher solidement. Le lendemain, le mouton attendu arrive et mange l'herbe avec la fourmi et la larve de la sangsue de foie et ainsi, la larve arrive à ses fins: dans le foie du mouton.

Dieu merci, nous ne sommes pas des fourmis, même si parfois, on le dirait. Nous pouvons délivrer notre cerveau du brouillard. La vision de Michée d'un monde sans guerre peut nous y aider. Elle renforce notre confiance en nous-mêmes, parce que Dieu veut faire de nous des coacteurs. Elle nous montre un but, pour lequel il vaut la peine de vivre et active les forces de notre imagination, qui sont menacées de paralysie par raideur intellectuelle et indifférence. Elle nous arrache de toute résignation et nous laisse supporter patiemment les vociférations des possédés de la peur. Elle nous donne la force de voir la réalité de la guerre actuelle sans fard et de ne pas détourner le regard lorsque nous apprenons, par les soldats américains qui ont fait la guerre en Irak, la perversion horrible de l'être humain. Cela ne nous laisse pas insensibles, quand nous voyons comment de jeunes femmes et hommes sont envoyés comme robots tueurs faire une guerre perdue d'avance, parce que fondée encore plus que les nombreuses autres guerres sur le mensonge et la cupidité. Nous ne devons pas nous taire face à cet abus de l'homme par l'homme.

Bien sûr, nous disons à ces jeunes gens: «Ne participez pas à cette guerre. Suivez votre conscience et ne permettez pas que l'on fasse de vous des machines sans volonté et sans cerveau! Soyez des humains!». Mais, nous ne jugeons pas le petit GI, dont l'enthousiasme pour la guerre est souvent modéré, parce qu'il s'est probablement engagé dans l'armée par besoin d'argent. Mais nous accusons les responsables qui donnent les ordres de guerre et font mourir d'autres à leur place et pour leurs intérêts personnels. [...]

Jésus de Nazareth a réalisé dans sa vie la vision d'un monde sans violence. Il ne s'est pas laissé détourner de son projet divin, même par des menaces de mort et d'exécution. Il est mort avant nous afin que «la vie soit plus simple pour nous». Il a refusé l'épée de Petrus et les tornades célestes pour sa défense. Son empire est un empire sans pression et sans violence, un empire d'une imitation volon-

taire, une communauté d'êtres humains, pour qui la vision de Michée n'est pas une utopie, un «non-endroit» mais un biotope pour une vie libérée et réussie.

C'est pourquoi, les hommes veillent si énergiquement sur l'espace qui leur est destiné et le défendent contre tout ce qui a à voir avec la guerre et la destruction. Pour cette raison, nous ne pouvons absolument pas comprendre que notre gouvernement et les institutions subordonnées soutiennent toujours indirectement la guerre en Irak, à l'encontre du droit et de la loi. Le fait que les intérêts économiques doivent avoir priorité sur le retrait de la guerre de notre région est à notre avis contre-productif pour la paix. Nous refusons que l'on joue avec les craintes de la population devant le grand «danger de l'Est» et que l'on mendie presque pour maintenir un lieu de guerre. Tout cela nous montre que nous devons nous habituer à une résistance de longue durée contre Mars, le Dieu de la guerre.

Celui qui veut rendre le monde un peu plus pacifique, là où lui-même assume des responsabilités, n'a pas seulement besoin du premier courage, il a besoin également du deuxième, du troisième, du quatrième comme l'a dit une fois l'évêque *Kamphaus* (ancien président de Pax Christi). *Carl Friedrich von Weizsäcker*, le physicien et philosophe mort récemment, a exprimé la vision du prophète Michée comme mission à remplir par le monde moderne de la manière suivante: «La paix est possible – l'institution de la guerre doit être supprimée.»

Participons à cette grande tâche – peut-être que cet engagement est une chance attendue depuis longtemps pour notre vie personnelle. Amen.

Sermon prononcé le dimanche 20 mai 2007 à 17h, Schlossplatz Ansbach, Ansbacher Friedensbündnis (Alliance d'Ansbach pour la paix), Bürgerinitiative «Etz langt's ...» (Initiative de citoyens «Ça suffit ...»)

(Traduction *Horizons et débats*)



(photo mad)

Motion adressée au Conseil fédéral

Afghanistan: Engagement civil au lieu de participation militaire

La Suisse abandonne sa participation à la *Force internationale d'assistance à la sécurité* (FIAS) et retire ses soldats d'Afghanistan, mais elle renforce son engagement civil.

En Afghanistan, l'opération «Enduring Freedom» – catastrophique au niveau humain, contra productive au niveau politique et incompatible avec le droit international – renforce les Talibans au lieu de les affaiblir. Elle se mêle de plus en plus avec la FIAS. A la différence de celle-là, celle-ci dispose d'un mandat de l'ONU, mais ni les Nations Unies, ni les autorités afghanes n'ont une influence quelconque sur la manière de faire la guerre de l'OTAN. Même *Bruno Lezzi*, rédacteur militaire du quotidien «Neue Zürcher Zeitung» et membre de la Commission extraparlamentaire indépendante chargée des engagements militaires de la Suisse en faveur de la promotion internationale de la paix (Commission PSO) écrit dans un commentaire du 24 mai: «Les structures de commandement (d'«Enduring Freedom» et de la FIAS) sont effectivement interconnectées plus étroitement qu'il paraît.» Autrement dit: la FIAS, dont la Suisse fait partie, est avec une intensité recrudesciente partie de la guerre d'Afghanistan. Même si les officiers supérieurs suisses – à présent deux – ne mènent pas la guerre eux-mêmes, ils en font partie

notamment en fournissant à l'OTAN des informations importantes au niveau militaire.

Cet engagement militaire de la Suisse est faux pour l'Afghanistan, qui considère les troupes étrangères de plus en plus comme occupants. Il est faux pour le monde qui en a pour la plupart assez de la «guerre contre le terrorisme» cachant en vérité la lutte pour les ressources naturelles et le pouvoir stratégique. Il est aussi faux pour la Suisse qui devient complice des Etats-Unis et de l'OTAN. Ainsi notre pays devient un point de mire, en favorisant des efforts de guerres absurdes qui n'ont rien à voir avec les droits de l'homme, la démocratie et la paix. Ainsi la Suisse met en danger ses propres projets civils et humanitaires en Afghanistan. Ainsi elle entrave les moyens diplomatiques pour aider un Afghanistan en proie à la guerre et à la misère. Ainsi elle affaiblit ses possibilités de pouvoir développer une politique de paix également ailleurs. Dans son «rapport annuel 2006», la commission PSO l'a décrit de la manière suivante: «La Suisse pourrait perdre beaucoup de sa réputation au niveau international, car la FIAS n'a pu accomplir ses promesses».

L'Afghanistan a besoin du meilleur de la Suisse: de ses activités civiles de paix et non pas du contraire: de ses activités militaires.

Jo Lang, groupe parlementaire des Verts

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich